

Vingt-six heures de négociations pour un difficile compromis

## L'accord des Douze à Bruxelles ouvre la voie au grand marché européen

Un acte de courage

La première qualité de l'accord qui vient d'être conclu à l'arraché par les Douze est d'éviter une crise majeure à la Communauté. Vendredi, l'intransigeance de M<sup>me</sup> Margaret Thatcher avait fait craindre le pire. Une intransigeance injustifiée, car les décisions prises pour maîtriser les dépenses agricoles représentent une nouvelle étape significative dans la réforme de la politique agricole commune (PAC) engagée en 1984.

Les producteurs de céréales, de colza, de tournesol vont à nouveau, pendant les années qui viennent, subir des baisses de prix non négligeables. Il a fallu du courage à M<sup>m</sup> Mitterrand et Chirac, comme au chancelier Kohl, pour assumer ce nouveau tour de vis, à quelques semaines d'échéances électorales. Il n'y avait guère de solution de rechange, il est vrai, mais les agriculteurs l'admettront-ils ?

M. Michel Rocard, l'un des initiateurs de la réforme de la PAC, de passage à Bruxelles, avait raison de dire que la réforme accomplie, pour trouver son vrai sens, devrait s'inscrire dans un effort comparable des autres grands pays agricoles et, en particulier, des États-Unis. Ces derniers se plaignent volontiers de la Communauté, le menacent de représailles, mais balaient rarement devant leur porte.

L'accord de Bruxelles, conforme à l'architecture du plan Delors, est un succès indéniable du président de la Commission comme du chancelier Kohl, qui, en tant que président du conseil, a su l'imposer ; il consolide l'engagement de l'Espagne et du Portugal dans la Communauté. Qui aurait cru, au vu des réticences des pays du Nord, que l'aide aux régions pauvres allait être pratiquement doublée ? Pourtant, cet effort de solidarité était politiquement nécessaire à l'égard des partenaires du Sud, et singulièrement de l'Espagne et du Portugal, nouveaux adhérents irréprochables.

Il leur permettra de se plier plus facilement aux contraintes du grand marché, dont la présidence allemande va maintenant pousser les feux. M. Genscher vient, d'autre part, d'obtenir la liberté de mouvement nécessaire pour donner un élan nouveau aux relations extérieures de la CEE : normalisation des liens avec les voisins de la zone de libre échange, conclusion d'un accord avec les pays du Golfe, première approche de la négociation de la prochaine convention de Lomé et, objectif difficile, réorganisation plus équilibrée des relations avec les États-Unis.

Ceux-ci, avec leur déficit budgétaire et commercial, ne vont pas manquer de se rappeler d'une manière préoccupante à l'attention des Douze, dont la cohésion sera d'autant plus nécessaire.

Les Douze sont parvenus, dans la nuit du vendredi 12 au samedi 13 février, à un accord sur la réforme du financement de la CEE. L'Europe s'est ainsi dotée des instruments indispensables au lancement, fin 1992, du grand marché unique. Si l'accord s'était rapidement fait sur l'augmentation

des fonds destinés aux régions défavorisées et sur la définition d'une nouvelle méthode de calcul de la contribution de chaque pays au budget communautaire, la bataille a été âpre à propos de la limitation des dépenses agricoles, surtout entre M<sup>me</sup> Thatcher et M<sup>m</sup> Chirac et Kohl.

BRUXELLES  
de notre envoyée spéciale

La face est sauve pour tout le monde et l'Europe l'est aussi. Les Français et les Allemands peuvent prétendre avoir préservé au mieux les intérêts de leurs agriculteurs, les Britanniques vont reconstruire le système de la compensation, les pays du Sud ont presque obtenu le doublement des fonds affectés aux régions les plus pauvres de la Communauté, et M. Jacques Delors, président de la Commission européenne, voit adopter, fût-ce avec des aménagements, la réforme dont il est l'auteur et qui était le passage obligé sur la voie du grand marché de 1992.

CLAIRE TRÉAN.  
(Lire la suite, et l'article de Ph. LEMAITRE, page 3.)



Un sondage Sofres pour « le Monde », TF 1 et RTL

## Raymond Barre ou l'image voilée

M. Raymond Barre, qui est, le dimanche soir 14 février, l'invité de « Questions à domicile » sur TF 1, est à un moment-clé de sa campagne. Il lui faut refaire le (léger) handicap que deux instituts de sondage lui donnent au moment où s'ouvre la primaire au sein de la majorité. L'enquête de la SOFRES pour « le Monde », TF 1 et RTL permet, à ce stade, de mieux cerner ces handicaps.

Cette enquête confirme nettement que le choix entre M<sup>m</sup> Chirac et Barre se fait sur la personnalité de chacun des candidats (telle est l'opinion de 50 % des électeurs du RPR et de l'UDF).

Celle de M. Barre tire avantage d'un axe positif — compétence et franchise — et pâtit, dans une moindre mesure, d'un ensemble négatif : il est réputé trop théoricien (37 %), loin des préoccupations

des gens (25 %). D'autre part, le caractère dépouillé et parfois dénué de la campagne qu'il mène sur le terrain n'est pas de nature à accroître le très faible pourcentage des Français (4 %) qui le jugent moderne. Ce pourcentage n'est, il est vrai, guère différent lorsque l'on interroge ses propres partisans (5 %).

Assurément, l'attitude de François Léotard et du Parti républicain, consistant à soutenir M. Barre tout en faisant l'éloge de M. Chirac, gêne le député du Rhône ; elle est considérée par une forte minorité de personnes interrogées comme un soutien déloyal. La réunion, samedi à Paris, d'un conseil national élargi de l'UDF prend donc, en termes d'image, toute son importance ; seule comptera la qualité de l'accueil qui sera réservé au candidat Barre.

Le RPR, en revanche, sait tout l'avantage qu'il peut tirer d'une impression de désordre à l'UDF et

s'emploie à encourager celle-ci à travers une politique de débanchage au compte-gouttes. L'affaire a pris d'ailleurs une telle tournure que M<sup>m</sup> Pierre Méhaignerie et Jacques Barrot ont boycotté le déjeuner hebdomadaire de coordination de la majorité, le 2 février dernier à l'hôtel Matignon, après avoir d'abord prévenu de dernier avertissement avant la sortie des ministres baristes du gouvernement.

Enfin, l'analyse des éléments du choix entre M<sup>m</sup> Chirac et Barre peut avoir, pour ce dernier, des implications stratégiques. Elle montre, en effet, que les handicaps de M. Barre sont les plus grands lorsqu'il reste sur le terrain politique, alors qu'il lui faut, sur le terrain économique, qui lui est favorable, se défaire de l'image fort peu « sociale » de la majorité.

J.-M. C.

(Lire la suite page 5.)

Les jeunes et la foi

## Génération Jean-Paul II

A l'initiative de l'archevêque de Paris douze mille enfants et adolescents étaient attendus, dimanche 14 février, au Palais omnisports Paris-Bercy pour un « rassemblement de fêtes, de découvertes et de prières ».

Le sentiment religieux a-t-il cessé de décliner dans la jeunesse ? Selon plusieurs enquêtes le nombre des enfants et des adolescents qui disent avoir la foi est en augmentation. Les jeunes parlent plus volontiers de leur croyance et ceux qui ne croient pas s'interrogent à haute voix. Ils expriment leur sentiment religieux comme leurs pères de la génération de mai 68 débattaient de politique : avec passion et conviction.

L'Église catholique constate, dans ses rangs ce renouveau d'intérêt notamment dans les

sumériens ; les scouts voient grossir leurs troupes et les élèves retrouvent le chemin du catéchisme. Si l'on ne voit plus guère de jeunes à la messe, beaucoup de ceux qui n'y vont pas participent à des groupes de prière, des célébrations et des pèlerinages.

Cependant ce frémissement religieux — qui est loin de toucher la grande majorité des jeunes — n'est pas une adhésion totale à la religion au sens institutionnel. Ils croient mais ne veulent pas rejeter tout ce que l'Église rejette. S'ils sont fascinés par certains aspects du pontificat de Jean-Paul II, ils restent étrangers au dogme et aux préceptes de l'Église dans le domaine de la morale.

(Lire page 8  
l'article d'Henri TINCQ.)

Chaud et froid

sur l'économie américaine

Diminution du déficit commercial en décembre mais gonflement des stocks.

PAGE 13

Les Palestiniens au Liban

Le siège des camps est levé, mais le problème politique reste entier.

PAGE 4

Action directe : peines maximales

Les principaux dirigeants — qui continuent leur grève de la faim — condamnés à dix ans de prison.

PAGE 11

Quatre scénarios pour la Générale de Belgique

Les nouvelles hypothèses après le retrait du groupe Gevaert.

PAGE 13

« Grand Jury RTL-le Monde »

M. Michel Aurillac, ministre de la coopération, invité dimanche à 18 h 15.

Le sommaire complet se trouve en page 16

Ouverture des Jeux olympiques d'hiver

## Les hallebardiers de Calgary

Le gouverneur général du Canada, M<sup>me</sup> Jeanne Sauvé, devait déclarer ouverts les XV<sup>e</sup> Jeux olympiques d'hiver, le samedi 13 février, au cours de la cérémonie organisée au parc McMahon de Calgary, sur le thème de la conquête de l'Ouest. Cinquante-sept pays — record des Jeux d'hiver — sont représentés. Dans les délégations, peu de « médaillables » et beaucoup de figurants...

CALGARY  
de notre envoyé spécial

A partir du dimanche 14 février, les projecteurs olympiques seront braqués sur les heures et malheurs des vedettes de la glace et de la neige. La distribution est faite. Il ne reste plus à Katarina Witt, Debi Thomas, Brian Orser, Brian Boitano, Maria Walliser, Michela Figini, Firmin Zurbiggen, Marc Girardelli, Alberto Tomba, Gunde Svan, Gaetan Boucher et tous les autres « médaillables » qu'à jouer avec brio cette quinzième représentation de la grande comédie sportive hivernale.

Mais ils ne seront pas plus d'une centaine à monopoliser ainsi la gloire olympique, alors que cinquante-sept pays ont envoyé à Calgary dix-huit fois plus de concurrents. Cela fait beaucoup de figurants. Tous ne sont pourtant pas voués à l'anonymat de la multitude.

Il y a quatre ans, à Sarajevo, un certain Georges Tucker avait obtenu un beau succès en terminant trentième et dernier du concours de luge. Le vainqueur, Paul Hildgartner, avait moins retenu l'attention des journalistes. Il faut dire que Tucker avait la particularité de représenter un pays où les habitants ont découvert la glace en même temps que le réfrigérateur : Porto-Rico.

ALAIN GRAUDO.  
(Lire la suite page 8.)

FRÉDÉRIC VITOUX

La vie de Céline



"Si l'on n'a jamais rien lu au sujet de Céline, il faut absolument se procurer le livre de Frédéric Vitoux. Et si l'on a tout lu, le conseil demeure valable."

Angelo Rinaldi/L'Express

"Voilà Céline bruit et fureur, orchestre de lumière et de mort. Le fascinant 'roman-vrai' de Louis-Ferdinand."

Philippe Muray/Le Nouvel Observateur

GRASSET



A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dir ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 2 \$ ; Côte d'Ivoire, 316 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 175 pes. ; G.-B., 60 p. ; Grèce, 160 dr. ; Inde, 90 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,80 fl. ; Portugal, 180 esc. ; Sénégal, 336 F CFA ; Suède, 14 sh. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,80 \$ ; USA (Wash Coast), 1,75 \$.

مكتبة العالم







Le sommet européen de Bruxelles

Une réforme douloureuse qui protège cependant les intérêts des agriculteurs français

BRUXELLES  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

« Le plus important, c'est le financement de la politique agricole commune (PAC) qui n'était plus assuré, ce qui aurait conduit aux plans de rigueur de la commission. Celle-ci aurait pu faire des abattements sur les dépenses normales prises en charge par le Fonds européen agricole en raison de l'épuisement des crédits. Grâce à l'accord, la PAC sera normalement financée jusqu'en 1992. C'était le point essentiel », a déclaré M. Jacques Chirac à l'issue de la réunion, lors de la conférence de presse tenue conjointement avec le président de la République. En vérité, tout l'indiquait, l'agriculture a été la préoccupation dominante de la délégation française tout au long de la session, et c'est en fonction de cette priorité qu'il faut comprendre les positions prises ainsi que les concessions faites.

Il fallait absolument un accord pour que la construction européenne ne fût pas bloquée et menacée, mais aussi, plus prosaïquement, pour que le marché commun agricole puisse continuer à fonctionner normalement. Cet accord pouvait impliquer de nouvelles contraintes pour les producteurs français puisque la réforme de la PAC est par définition un exercice de rigueur, mais il ne pouvait pas, encore moins en cette période électorale, apparaître comme une provocation. Les agriculteurs ne pouvaient pas être et n'ont pas été traités avec dédain.

Comme l'avaient promis MM. Chirac et Guillaume, l'accord final ne s'écarte pratiquement pas du compromis approuvé quinze jours par les ministres de l'agriculture de dix pays membres mais rejeté alors par le Royaume-Uni et les Pays-Bas. A cet égard, la discussion a pris parfois un caractère symbolique. L'écart séparant les positions en présence était bien souvent « infime » mais la délégation française, apparemment en pleine harmonie avec la présidence allemande, a néanmoins refusé de céder au-delà de ce qui avait été fait par les ministres de l'agriculture.

Ainsi en a-t-il été pour la quantité maximale garantie (QMG) applicable aux céréales. La QMG, dont le dépassement déclenche la baisse de prix, avait été fixée à 160 millions de tonnes alors que les Britanniques et les Néerlandais demandaient 135 millions de tonnes. A plusieurs reprises, à Copenhague et à Bruxelles, on avait évoqué comme moyen terme commode une QMG de 158 tonnes. Le soleil ne se serait pas levé plus tard sur la Flandre si la délégation française avait accepté un tel coup de pouce. Elle ne s'y est pas résignée, considérant qu'il y a des signaux à ne pas donner, que sur des chiffres aussi chargés de symboles, la ligne devait être tenue.

M<sup>me</sup> Thatcher a commis l'erreur de croire que le président de la République se dissocierait de M. Chirac sur ce point en apparence mineur. Ils n'ont, bien sûr, pas commis cette erreur », commentait un diplomate.

La maîtrise de la production des céréales, des oléagineux et des protéagineux sera assurée grâce à la mise en œuvre de stabilisateurs. Des baisses de prix seront appliquées dès lors que les QMG seront dépassées. Celles-ci ont été fixées, outre les céréales, à 4,5 millions de tonnes pour le colza, à 2 millions de tonnes pour le tournesol, à 1,3 million pour le soja et 3,5 millions pour les protéagineux. La baisse des céréales sera plafonnée à 3 % par an, soit un peu plus que ce qui figurait dans le compromis des ministres de l'agriculture (2,5 %). S'agissant du colza et du tournesol, la baisse des prix qui, ici, n'est pas plafonnée, sera égale, la première année, à 0,4 % pour chaque dépassement de 1 % de la QMG et à 0,5 % ensuite.

Les experts tablent sur une baisse des prix des céréales de l'ordre de 15 % sur quatre ans. S'agissant des oléagineux, les experts du COPA (Comité des organisations professionnelles agricoles de la CEE) qui vendredi faisaient les conlouts du Charlemagne - le bâtiment où se tenait le Conseil européen, - prévoyaient, dans l'hypothèse où les récoltes se maintiendraient à leur niveau de 1987, une baisse de 5 % en 1988 et de 7 % en 1989 pour le colza, et de 10 % puis de 13 % pour le tournesol.

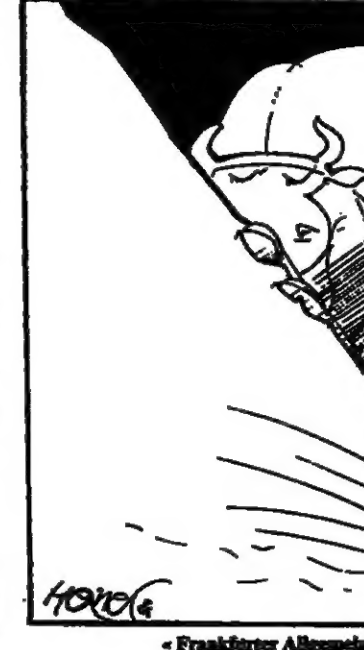
Les Allemands pénalisés

Cette réforme, comme l'a souligné M. Delors, devrait permettre, contrairement à ce qui s'était passé après le conseil européen de Fontainebleau, en 1984, d'assurer la discipline budgétaire, c'est-à-dire de maintenir les dépenses agricoles dans les limites de l'enveloppe qui vient d'être fixée. Il est vrai que le montant retenu pour celle-ci (27,5 milliards d'ECU, avec une progression annuelle égale à 80 % de la progression du PNB et une réserve où puiser en cas de dépenses dues à de nouvelles chutes du dollar) est suffisamment élevé pour conserver à la PAC un niveau de vie et une marge de manœuvre normale. Bref, il y aura assez d'argent dans les caisses pour favoriser sans léser les exportations vers les pays tiers.

Les agriculteurs allemands, qui doivent s'accommoder de conditions naturelles et structurelles moins favorables que leurs concurrents français, risquent de souffrir davantage du tour de vis qui est donné pour maîtriser la production. D'autant plus que l'élimination des montants compensatoires monétaires subsistant permettra d'effacer en partie les baisses des prix en France mais pourra les aggraver en RFA. En outre, contrairement à ce

qui caractérisait les précédentes étapes de la réforme de la PAC, les Allemands ne bénéficieront pratiquement pas de dérogations au régime commun.

Conformément à ce que souhaitait la RFA, il a été décidé d'instaurer un programme limité de mise en jachère des terres cultivables. Les agriculteurs qui géleront ainsi au moins 20 % de leurs exploitations recevront une prime que les autorités nationales pourront fixer entre 700 F et 4 200 F par hectare. La prime sera réduite de moitié en cas de « jachère pauvre ». Autre politique d'accompagnement, les chefs d'Etat et de gouvernement ont chargé les ministres de l'agriculture d'adopter dans les mois à venir un régime communautaire de pré-



Frankfurter Allgemeine Zeitung • du 13 février.

retraite ainsi qu'un programme d'aide aux revenus des agriculteurs les moins prospères.

Plusieurs déclarations inscrites dans le compromis, donnent satisfaction aux Français, même si elles ne se contentent encore que d'exprimer des intentions :

1) Les Douze soulignent qu'ils ne doivent pas être les seuls au monde à consentir des efforts pour adapter l'offre à la demande agricole et ils réclament aux partenaires du GATT la réciprocité.

2) La commission est chargée d'étudier comment développer les débouchés industriels de l'agriculture. M. Chirac interprète cela comme un feu vert à l'encouragement de la production de bioéthanol.

3) La commission est invitée à proposer un mécanisme facilitant l'incorporation de céréales communautaires dans les aliments du bétail.

Le chèque de M<sup>me</sup> Thatcher

Cette nouvelle étape de la réforme de la PAC pour être douloureuse n'assassinera pas les agriculteurs. Plusieurs Etats membres auraient souhaité un plan plus strict. Il a fallu payer pour qu'ils modèrent leurs ambitions réformatrices. M. Delors a habilement manœuvré, jouant des intérêts des uns et des autres, pour que son plan soit au bout du compte très largement adopté. Ainsi les Douze ont-ils décidé de développer considérablement l'aide aux régions pauvres de la CEE.

Les crédits affectés aux « fonds structurels » seront augmentés de plus de 80 %, de 7 milliards d'ECU en 1987 à 13 milliards en 1992. La commission, rappelle-t-elle, proposait le doublement de ces fonds (doublement qui interviendrait en 1993), mais les pays du Nord, voici une semaine, n'envisageaient guère d'augmentation supérieure à 30 %. La meilleure méthode de calcul de la contribution des Etats membres au budget européen, en particulier ce qu'on appelle la « quatrième ressource », sera mise en œuvre de manière progressive afin d'éviter un trop lourd accroissement de dépenses pour l'Italie. Le Royaume-Uni - c'était la condition évidente posée par M<sup>me</sup> Thatcher - bénéficiera d'une compensation budgétaire d'un niveau comparable à ce qu'elle avait réussi à obtenir à Fontainebleau. Le plafond des ressources de la Communauté se trouve fixé à 1,3 % du PNB, ce qui devrait la débarrasser de tout problème budgétaire jusqu'à la fin 1992.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

LE CHANCELIER KOHL : « la RFA a fait de grands sacrifices »

Bruxelles (AFP). — Le chancelier Kohl, qui présidait le Conseil européen, s'est félicité, le samedi 13 février, des « progrès » réalisés par les Douze, ajoutant qu'il n'y avait pas d'alternative à la construction européenne.

Le chancelier a ajouté au cours d'une conférence de presse : « Maintenant, nous avons les mains libres pour réaliser le grand marché européen de trois cent vingt millions d'habitants d'ici à 1992.

« Nous ne voulons pas d'une simple zone de libre-échange améliorée, nous voulons une Europe qui parle d'une seule voix », a déclaré M. Kohl, qui a souligné que Bonn avait consenti de « grands sacrifices » au cours des négociations.

« Nous devons payer 4 milliards de DM de plus cette année et 10 milliards de DM de plus en 1992 pour la CEE », a-t-il précisé.

M<sup>me</sup> THATCHER : le « comportement absolument fou » de la France

De son côté, M<sup>me</sup> Thatcher a qualifié le sommet de « très dur » et a violemment critiqué l'attitude de la France qui avait soutenu dans la soirée le problème du contrôle des productions autres que les céréales et les oléagineux. Ce comportement est « absolument fou », a-t-elle lancé. Elle s'est cependant félicitée de la mise en place de « systèmes de contrôles efficaces et légalement contraignants », afin de maîtriser les dépenses agricoles qui « augmentent d'un rythme beaucoup moins rapide que la croissance du PNB ».

Une voie ouverte au grand marché européen

(Suite de la première page.)

Mais que l'Europe est laborieuse ! C'est tard dans la nuit du vendredi 12 au samedi 13 février que les dirigeants des douze pays de la CEE sont finalement parvenus à un accord, à l'arraché, après les affres de longues heures de débats sur les « stabilisateurs », les « fonds structurels », la « quatrième ressource » et autres délices communautaires. Après qu'on eût épuisé toutes les méthodes de travail et qu'on fût passé par tous les états de la psychologie individuelle et collective, après qu'on eût failli baisser les bras et se résigner à l'insuccès.

A 19 heures, vendredi, on disait l'échec imminent. C'est alors, raconte M. Mitterrand, « qu'une soudaine illumination, un remords ou une inspiration s'est emparé de certains membres du conseil et qu'il a semblé que la Grande-Bretagne pouvait adopter des positions plus conciliantes ».

Parfaite coopération

L'accord allait se conclure quelques heures plus tard. Grâce en soit rendu à tous pour les efforts consentis et au chancelier Kohl, épuisé par la Commission, pour le véritable acharnement qu'il mit à réussir ce premier sommet de la présidence allemande. Car le bataille fut rude, mais pas sur tous les fronts.

Au sud, il était clair, d'emblée, qu'un armistice était possible avec MM. Gonzalez et Goria. C'est sur le front nord, entre la France et la RFA d'une part, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas de l'autre, qu'allait se livrer le vrai combat, celui de la maîtrise des dépenses agricoles. La stratégie franco-allemande consista dès le départ, à isoler la Grande-Bretagne, en neutralisant les autres partenaires par de larges concessions sur les questions les concernant directement, et à rallier les Pays-Bas, à qui M. Chirac s'employa ardemment.

Coupée du continent, la « Dame de fer » céderait, se disait-on, soit sur le champ, soit plus tard, comme elle l'avait déjà fait à deux reprises dans l'histoire tourmentée de ses relations avec la Communauté. On était prêt à se séparer sur un accord à Onze, quand une der-

nière tentative de MM. Kohl et Delors fit poindre chez le premier ministre britannique « l'illumination ou le remords », et, chez les autres, de sérieux espoirs d'aboutir.

C'est un bon accord, a dit M. Mitterrand dans sa conférence de presse finale, même si la France a consenti à de nombreux sacrifices, car l'objectif premier était de servir l'Europe. Elle a défendu des positions communes (entre M. Chirac et lui-même) utiles au pays ». On avait pu voir pendant quarante-huit heures le président de la République et le premier ministre converser gaiement, partager avec une apparente cordialité cette promiscuité obligée dans l'épreuve et offrir peut-être le dernier et parfait spectacle cohabitationniste de ce septennat.

Parfait dans le partage des rôles : tandis que le premier ministre, dès la première matinée, avait tombé la veste, retourné les manches et défendu les dossiers techniques comme un diable, le président de la République s'autorisait quelques brèves promenades et se drapait dans un silence qu'il ne rompit qu'au dîner de jeudi pour appeler les convives à prendre quelque hauteur de vue.

Le match Chirac-Thatcher

Parfait dans l'efficacité aussi, car au finish, M. Mitterrand descendait dans l'arène, parfois pour calmer le jeu quand le duel Chirac-Thatcher menaçait de dégénérer, toujours pour soutenir le premier ministre. Cette alliance contribua sans doute à faire sortir de son immobilisme le premier ministre britannique, que le long mutisme du président de la République avait peut-être fait douter de la cohésion des Français.

Les deux hommes avaient le même intérêt à ce qu'un accord soit conclu. M. Mitterrand, parce qu'il se veut l'artisan de l'Europe et que tout un pan de l'action du septennat se serait lézardé si les Douze, comme à Copenhague, avaient donné d'eux-mêmes l'image de l'impasse. M. Chirac, parce qu'il est devenu européen en même temps que l'opinion française et qu'il aurait partagé, avec le président, un procès de responsabilité sous les sarcasmes de M. Barre.

Mais c'est au premier ministre que les organisations agricoles demanderont des comptes, et le jeu en était pour lui d'autant plus difficile. Il a bagarré sans compter jusqu'à son dernier moment, tenant tête à M<sup>me</sup> Thatcher avec pugnacité, voire avec agressivité, pour que la maîtrise des dépenses ne se transforme pas en mise à sac de la politique agricole commune, travaillant au corps son ami M. Rud Lubbers, le premier ministre néerlandais, et, finalement, relançant le débat pendant trois heures alors que la journée de vendredi s'achevait dans l'épuisement général, pour ne pas avoir à céder sur la question des « petits stabilisateurs » que tous les autres partenaires croyaient pourtant réglés depuis longtemps. « C'est incroyable, il n'y a qu'un Français pour faire ça », s'exclamait, après la réunion, Mme Thatcher, encore interloquée par cet épisode.

Mais M. Chirac avait résolu de préserver tout ce qui pouvait l'être sur le plan agricole, quitte à se montrer peut-être aussi entêté que la « Dame de fer » et quitte à concéder sur les autres sujets beaucoup plus qu'il ne l'aurait fait s'il n'avait pas été en campagne électorale.

Il y a quelques jours à Paris, M. Chirac fixait à 50 % maximum l'augmentation des fonds structurels par lui acceptable. L'accord prévoit leur doublement d'ici 1993. Le même jour, M. Chirac s'en prenait au système de la compensation britannique et rappelait qu'il l'avait critiquée lors de sa mise en place en 1984. L'accord l'a reconduite.

La thèse que défendait le gouvernement britannique n'était ni dérisoire ni absurde. Elle reprenait en gros les propositions initialement formulées par le plan Delors pour la maîtrise des dépenses agricoles de la Communauté. M<sup>me</sup> Thatcher, au demeurant, ne se battait pas pour des avantages concrets ; ce n'était pas le cri du cœur — « I want my money back ! » — (« je veux qu'on me rende mon argent ») d'il y a quelques années, car elle pouvait supputer, dès le début du sommet, qu'on lui donnerait satisfaction sur la compensation, en échange de son accord sur le reste.

Elle se battait pour un principe, celui de la rigueur, au nom duquel elle fut à deux doigts de

faire sombrer l'ensemble d'une réforme dont l'objectif n'est autre, pourtant, que d'introduire de la rigueur dans les finances communautaires. Elle en voulait davantage et défendait ses chiffres, même quand la différence était infime.

Bref, elle fut, jusqu'à la phase finale du sommet, une caricature d'elle-même, ignorant la règle de la négociation qui veut qu'on fasse des concessions pour en obtenir, ignorant que la mécanique comptable de la Communauté n'est pas purement abstraite mais recouvre des réalités économiques et sociales, ignorant enfin qu'une des caractéristiques de l'Europe est sa diversité, en l'occurrence la diversité de ses agricultures.

Alois, d'où vint « l'illumination » ? De la perspective des ennemis qui auraient résulté pour son pays comme pour les autres de la crise budgétaire ouverte par un échec à Bruxelles ? Du sentiment, malgré tout, que l'intérêt de la Grande-Bretagne est dans le grand marché de 1992 ? Ou bien de la prise de conscience tardive que le Royaume-Uni ne peut à la fois être dans l'Europe et prétendre « isoler » le continent ?

CLAIRE TRÉAN.

● ESPAGNE : près de neuf mille ans de prison requis contre quatre membres de l'ETA. — Le ministre public espagnol a requis, le vendredi 12 février, un total de 8 928 ans de prison contre quatre membres présumés du commando Madrid, un des commandos les plus meurtriers de l'organisation séparatiste basque ETA, accusé d'un attentat à l'explosif qui avait provoqué la mort de douze gendarmes, dans la capitale espagnole, le 14 juillet 1986. — (AFP.)

● RFA : un Allemand de l'Ouest accusé d'avoir fourni des secrets militaires au KGB. — Un ancien employé d'une firme industrielle de Francfort a été accusé, vendredi 12 février, par le parquet local d'avoir fourni au KGB des détails techniques sur le système de freins du char de combat Leopard 2. L'employé, dont ni le nom ni celui de la firme où il travaillait n'ont été précisés, avait été arrêté à la fin de l'été 1987 alors qu'il tentait d'obtenir des renseignements sur l'avion de combat Tornado. — (AFP.)

fabriz

Monde en direct sur  
animé par  
e CALONI  
RTL



## Proche-Orient

Nouvelle dégradation de la situation dans les territoires occupés

## La polémique entre M. Shamir et M. Pérès prend un tour plus aigu

Le secrétaire d'Etat américain M. George Shultz entamera vers le 24 février une nouvelle tournée au Proche-Orient « dans le but de faire avancer le processus de paix ». M. Shultz, qui se rendra successivement en Jordanie, en Israël et, vraisemblablement, en Égypte, a annoncé sa décision après que son principal adjoint pour le

Proche-Orient, M. Richard Murphy, lui ait rendu compte, jeudi 11 février, de la mission qu'il vient d'effectuer à Damas, à Ryad, au Caire et à Jérusalem.

Le vendredi 12 février, le secrétaire général adjoint de l'ONU pour le Proche-Orient, M. Marrack Goulding, a commencé pour sa part

une nouvelle tournée dans cette région pour examiner les moyens d'une relance d'un règlement du conflit israélo-arabe. Selon le porte-parole de l'ONU, il se rendra au Liban, en Jordanie, en Syrie, en Égypte et à Tunis, siège de la Ligue arabe. En principe, aucun contact n'est prévu avec les dirigeants israéliens. A Jérusalem, une

délégation du Parti socialiste français conduite par le député Louis Le Pen, responsable international de cette formation, a déploré les « méthodes délibérément brutales » utilisées par Israël dans les territoires occupés, affirmant qu'elles n'étaient justifiées par « aucune raison de sécurité ».

JÉRUSALEM  
de notre correspondant

Sur fond de polémique renouvelée entre M. Shamir et M. Pérès, la Cisjordanie a connu, le vendredi 12 février, une nouvelle journée de violence : deux Palestiniens ont été tués à Naplouse et près d'une vingtaine d'autres blessés. L'incident va au-delà de ces affrontements coutumiers qui depuis deux mois opposent l'armée aux manifestants. Pour les autorités, il marque l'échec d'une tentative de restaurer un semblant de normalité à Naplouse ; elles avaient, en effet, levé mercredi le couvre-feu imposé depuis dix jours sur la grande ville (près de 100 000 habitants) du nord de la Cisjordanie. Mais, dès jeudi, les jeunes étaient redescendus dans les rues de la casbah pour affronter les forces de l'ordre.

Vendredi, les heurts prirent un tour plus violent, les manifestants

paraissent mieux organisés et plus déterminés encore. A l'issue de la prière hebdomadaire, une centaine d'entre eux installés alentour et sur le toit de la mosquée Al-Nasser, dans la casbah, ont « bombardé » un groupe de soldats : jets de pierres, de blocs de ciment, de matériel de construction et tirs de billes de verre propulsées par catapulte. Selon un témoin indépendant, les soldats ont vraiment utilisé des gaz lacrymogènes et des balles en caoutchouc pour disperser les manifestants avant d'ouvrir le feu. Un porte-parole de l'armée a indiqué que cette décision n'avait été prise « que lorsque la patrouille s'est estimée en danger ». Un adolescent de dix-sept ans et un garçon de douze ans ont été tués et cinq autres manifestants blessés par balles. Les affrontements se sont poursuivis encore quelque temps et, de source hospitalière, on indiquait que douze Palestiniens avaient été blessés lors de passages à tabac.

Dix jours de couvre-feu imposé à Naplouse — les résidents ne pouvaient sortir qu'une heure ou deux de chez eux — n'ont pas entamé la détermination des jeunes manifestants d'une ville qui a toujours été un bastion du nationalisme palestinien. C'est d'autant plus grave pour les autorités qu'elles estiment que ces périodes prolongées de couvre-feu sont une des meilleures armes dont elles disposent pour restaurer le calme.

## Une cinquantaine de morts

Si la prière hebdomadaire s'est déroulée dans le calme à Jérusalem, des manifestations ont, en revanche, eu lieu à Hébron, Ramallah et dans le camp de Dera-Balah à Gaza. La veille, un Palestinien avait été tué à Tulkarem (non loin de Naplouse), apparemment victime d'un coup de feu parti alors qu'un soldat faisait une chute.

Les incidents de la semaine portent à plus d'une cinquantaine (cinquante-trois au cinquante-quatre, selon les estimations) le nombre de Palestiniens tués depuis le 9 décembre dernier. Le bilan des blessés — par balles ou à la suite de coups de matraque — est beaucoup plus difficile à établir. Les autorités parlent de quelque deux cents cas. Ce chiffre est sans doute très inférieur à la réalité, de l'avis de sources hospitalières comme des organisations humanitaires internationales. La raison en est qu'un grand nombre

de blessés, parfois graves, ne se rendent pas dans les hôpitaux de peur d'être arrêtés et se font soigner à domicile ou dans des cliniques privées. Un médecin de Hébron nous disait que l'on pouvait multiplier par quatre ou cinq les chiffres avancés par les autorités.

On n'en serait pas là, avait dit en substance, jeudi, le travailliste Shimon Pérès, si le premier ministre, M. Shamir, et son parti, le Likoud (droite), avait accepté au printemps le principe d'une confé-

rence internationale auquel avaient consenti les États-Unis et la Cisjordanie. « Si des négociations précédées d'une ouverture internationale avaient commencé en avril, est-ce que cela ne nous aurait pas épargné les événements dans les territoires ? », s'est exclamé le ministre des affaires étrangères dans une intervention à la radio. « Le Likoud doit se décider : veut-il négocier, oui ou non ? », a poursuivi M. Pérès.

Dès le lendemain, M. Shamir qualifiait ces propos d'« irresponsables ». « Cela revient à dire en même temps aux Arabes qu'ils doivent accentuer leur pression et les troubles dans les territoires (...) pour obtenir davantage de concessions de notre part », a assuré M. Shamir. Le chef du gouvernement a accueilli avec d'extrêmes réserves les suggestions américaines destinées à relancer des négociations israélo-arabes. M. Pérès a le publiquement acceptées, plaçant ainsi le premier ministre dans une position délicate. « Comment voulez-vous conduire des négociations, a dit M. Shamir, si votre partenaire au gouvernement s'adresse constamment à l'autre côté [aux Arabes] pour leur dire : « N'écoutez pas ce que dit Shamir, moi je suis prêt à vendre pour moins cher ».

La polémique entre les deux hommes qui dirigent le gouvernement d'« unité nationale » avait rarement atteint un tel niveau. Le correspondant diplomatique du quotidien Haaretz en concluait cette semaine que les travaillistes pourraient décider de quitter le gouvernement au cas où M. Shamir repousserait l'initiative américaine.

ALAIN FRACHON.

LIBAN : après la levée du siège des camps

## Le problème politique posé par la présence palestinienne demeure entier

BEYROUTH  
de notre envoyée spéciale

« Nous sommes encore un peu dans l'expectative, sur nos gardes. C'est notre droit. L'expérience nous a montré qu'il y a toujours des forces qui essayent d'effacer le rôle de l'OLP au Liban. » Dans sa petite maison située à l'humidité, au cœur des ruines de Chabla, Youssef, responsable militaire du Fath, reste cependant confiant.

Pour tous les Palestiniens, ces trente-deux mois de siège face à la milice chiite Amal, appuyée par la sécurité libanaise, qui ont fait plus de 2 500 morts et trois fois plus de blessés, amènent la disparition du camp de Sabra (8 000 habitants), sont une nouvelle preuve que nul n'arrivera à les anéantir. Youssef, comme la plupart des militants connus du FATH, est cependant pas encore sorti de Chabla. Certes, le général Ali Hamoud, commandant de l'armée syrienne à Beyrouth, a donné des assurances que la liberté de circulation était garantie pour tous les Palestiniens, mais en précisant que l'armée syrienne possédait des listes des gens recherchés à travers tout le Liban. Une épée de Damocles qui fait peur à beaucoup.

Pourtant, près d'un mois après la levée du siège des camps, selon des sources palestiniennes concordantes, une trentaine d'arrestations ont été opérées à la sortie des camps et sept ou huit personnes restent encore détenues. Un signe que les responsables palestiniens interprètent comme un témoignage de la volonté syrienne de calmer les choses.

En prenant eux-mêmes la responsabilité de la sécurité autour des camps palestiniens de Beyrouth, les Syriens, affirme un responsable du Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP, de M. Nayef Hawatmeh), ont pris des risques qui sont aussi une preuve de leurs intentions positives. Ils sont maintenant en première ligne face à nous, et dans les circonstances actuelles, avec le soulèvement dans les territoires occupés, ils ne peuvent pas se permettre un affrontement direct.

Pourquoi le soulaieraient-ils d'ailleurs, alors que la levée du siège des camps répond plus à des objectifs politiques qu'humanitaires. En faisant ce « cadeau » aux Palestiniens en hommage au soulèvement dans les territoires occupés, M. Nabih Berri, chef du mouvement chiite Amal, s'est déchargé d'un mauvais pas, mais a surtout répondu à la stratégie syrienne qui voulait geler le conflit dans la perspective de la future élection présidentielle libanaise. Soutenue et encouragée par Damas, la politique d'Amal contre les Palestiniens n'a jamais été acceptée par les autres formations de l'Ouest musulman, en particulier le Parti socialiste progressiste dirigé par M. Walid Joumblatt, comme par l'establishment sunnite, et contre-

carrait donc tout projet d'union face au camp chrétien. Dans les mois agités qui s'annoncent avant l'élection présidentielle — le mandat du président Amine Gemayel se termine le 23 septembre prochain — la Syrie avait besoin de regrouper ses alliés et de soulager le principal d'entre eux, Amal, d'un lourd fardeau. Les responsables d'Amal ne cachent pas, en effet, que cette guerre des camps a profondément affaibli leur mouvement.

## Un accord de sécurité

Reste cependant que la levée du siège des camps n'est qu'un accord de sécurité ; il reste à trouver une solution politique à la présence palestinienne au Liban. Or celle-ci dépend de trois facteurs : les relations syro-palestiniennes, libano-palestiniennes et inter-palestiniennes, dont l'évolution est difficilement prévisible. Pour l'instant, le Fath ne participe pas à l'accord qui a suivi la levée du siège des camps. Or le Fath est, de loin, la principale force au sein des camps palestiniens et ses combattants tiennent toujours les villages de l'est de Saïda — une carte aux mains de M. Yasser Arafat pour faire admettre officiellement son importance et utilisable dans ses contacts avec Damas, gélés pour l'instant.

Officiellement, l'OLP est d'accord pour se retirer de ces villages, à condition que le milieu de combattants qui s'y trouve soit affecté sur le front contre Israël. Une demande difficile à contester publiquement, mais qui nécessite un accord libano-syro-palestinien. On n'en est pas là.

La seule question qui intéresse aujourd'hui tous les Palestiniens est celle de la reconstruction des camps. Sur le plan matériel, pas de problème. Comme l'a affirmé officiellement M. Salah Salah, responsable de l'Action nationale palestinienne au Liban, « la résistance palestinienne financera la reconstruction des camps et des quartiers voisins », c'est-à-dire les zones chiites, détruites dans les combats. Une exigence de M. Nabih Berri. Sur le plan politique, c'est une autre affaire. Des comités mixtes d'ingénieurs libanais et palestiniens ont commencé les études et, pour sa part, l'UNRWA a décidé des sommes à distribuer à chaque famille palestinienne pour reconstruire son logement. L'argent venant du fonds national de l'OLP, celle-ci entend bien être la principale partie prenante, alors que les dissidents, venus en nombre de Damas sous la protection syrienne, voudraient avoir la haute main sur cette affaire. La création annoncée mardi 9 février d'un comité mixte de huit officiels libanais et notables palestiniens désignés par le premier ministre par intérim semble répondre aux vœux des dissidents qui ne veulent pas laisser à M. Arafat le bénéfice de la réhabilitation. Pour l'instant, en tout cas, rien n'a encore été fait.

Une chose est sûre toutefois : instruits par l'exemple du camp de Sabra qui a été rasé après le premier épisode de la guerre des camps en juin 1985 et n'a jamais été reconstruit, les habitants de Chabla ne veulent voir déblayer leurs ruines qu'à leur tour et à mesure que de nouvelles constructions s'édifient. Si les Palestiniens acceptent que des entreprises syriennes rebâtissent à l'extérieur des camps, ils veulent s'occuper eux-mêmes de l'intérieur. Avec leurs ruelles entrecroisées, leurs maisons basses et leurs abris, les camps palestiniens présentent tous la même caractéristique qui répond autant à des impératifs de sécurité qu'à la perpétuation d'une certaine structure sociale.

A propos de la sécurité à l'intérieur des camps, les Palestiniens n'ont pas cédé : les camps resteront armés. Les troupes syriennes, qui ont repris place pour placer les positions de la milice chiite Amal, font bien quelques incursions dans les camps mais s'y effectuent aucune patrouille et encore moins d'arrestations. « Ils passent pour cela par leurs obligations », note un responsable qui dénonce la présence des dissidents aux côtés des soldats et agents de renseignement syriens aux postes de contrôle. Très minoritaires, les dissidents du Fath et ceux du Front populaire de libération de la Palestine-Commandement général d'Ahmad Jibril, qui composent avec la Saïda ce qu'il reste du Front de salut national palestinien (coalition basée à Damas, hostile au chef de l'OLP), ont tenté de renforcer leur présence en faisant venir des militants de Damas.

Mais leur action est limitée par le fait que tout accrochage inter-palestinien déboucherait sur un affrontement direct syro-palestinien, ce que ne veut en aucun cas, aujourd'hui, Damas.

Dans l'attente d'une hypothétique solution au conflit syro-palestinien et à la crise libanaise, la situation des Palestiniens du Liban reste précaire. Mais les Palestiniens ont le sentiment d'avoir maintenu l'essentiel — leur présence — et regardent vers la Cisjordanie et Gaza.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Abou Nidal condamné à la détention à perpétuité par contumace. — Le chef de l'organisation dissidente de l'OLP Feth-Consell révolutionnaire a été condamné, le vendredi 12 février, à la détention à perpétuité par contumace par la cour d'appel de Rome, qui l'a reconnu coupable d'avoir ordonné le massacre du 27 décembre 1985 à l'aéroport de Rome-Fiumicino (saize morte). Le bras droit d'Abou Nidal, Rachid Al Hamieda, reconnu coupable au même titre, a également été condamné à la prison à vie par contumace. En revanche, la cour a condamné à trente ans de prison le seul survivant du commando autour de la fusillade, le Libanais Ibrahim Khaleel. — (AFP.)

## Témoignages

## Quatre enfants enterrés à Salem ?

Village de Salem (Cisjordanie). « J'ai perdu connaissance quand la bombe du bulldozer a commencé à dévaler la terre sur nous. J'ai cru que c'était fini » raconte vendredi 12 février Moustapha Abd-el-Majid Hamdan, un jeune villageois de Salem (près de Naplouse).

« Mes derniers souvenirs s'arrêtent au moment où le colon criait en hébreu au soldat qui conduisait l'engin : arrêtez-les ! arrêtez-les avec le bulldozer », poursuit Moustapha, un jeune Palestinien de vingt-trois ans qui vient de sortir de l'hôpital, où il a été traité à la suite de cet incident.

« Dès que j'ai vu, depuis la fenêtre de ma chambre, le bulldozer verser de la terre sur les corps des quatre enfants, je me suis précipité. J'ai commencé à déterrer les gorpas avec les mains. A ce moment, les soldats ont hurlé pour que les hommes du village viennent, car avec la pluie, le sol meuble du champ cultivé commençait à se tasser et risquait de les étouffer.

Je craignais de ne retrouver que des cadavres », témoigne Mme Zahida Saleh Amer, une paysanne, mère de cinq enfants qui, dit-elle, a été la première sur les lieux.

« On voyait encore les cheveux de Moustapha, mais les trois autres étaient totalement recouverts par les mottes de terre. Les hommes du village sont arrivés et nous avons mis deux minutes pour sortir les jeunes gens, qui avaient déjà perdu connaissance. Grâce à Dieu, tous étaient encore vivants. »

Interrogé sur ces témoignages, le porte-parole de l'armée israélienne indique qu'une « enquête est en cours » et qu'il n'est pas possible pour l'instant « de confirmer ou démentir ces incidents ». De nombreux villageois sont persuadés que les soldats avaient l'intention de tuer. Mais un ouvrier du village pense que « les soldats voulaient surtout nous terroriser ». — (AFP.)

## Asie

Les perspectives de règlement en Afghanistan

## La résistance accepte de former un gouvernement comprenant des « musulmans » proches du régime de Kaboul

La résistance afghane propose, dans le cas d'un retrait militaire soviétique, la formation à Kaboul d'un gouvernement intérimaire comprenant des « musulmans » associés à l'actuel régime de Kaboul. C'est ce qu'a indiqué, le jeudi 11 février, M. Youssef Khalés, président de l'Alliance regroupant les sept principaux mouvements de résistance, en précisant toutefois que les postes de chef de l'Etat et de chef du gouver-

nement iraient aux Moudjahidines. D'autres postes iraient aux réfugiés. M. Khalés a souligné que le PDPA (Parti démocratique populaire afghan, communiste) actuellement au pouvoir n'aurait pas de représentation en tant que tel au sein du futur gouvernement. Cette déclaration, publiée jeudi par le Frontier Post, quotidien de Peshawar (Pakistan), marque un accomplissement de la position de la résistance.

## Le meurtre du professeur Majrouh

## Le poète assassiné

L'Afghanistan vient de perdre son plus grand poète (le Monde du 13 février). Pour donner la mesure du crime, il faut évoquer le destin de Federico Garcia Lorca, victime, comme Sayd Bahodine Majrouh, des mêmes forces obscures. Hier, c'était un peloton d'exécution dans le petit jour de Grenade. Aujourd'hui, un tueur programmé, en fin d'après-midi, à Peshawar, au Pakistan.

Car, avant d'être philosophe, historien, professeur, résistant, avant d'être l'irréfutable diffuseur d'informations concernant la guerre imposée par les Soviétiques à son pays, Sayd Bahodine Majrouh était l'auteur d'une œuvre immense, d'une épopée sans fin qui conte les errances d'un voyageur solitaire à la recherche de la Station suprême de la liberté. Regroupé sous le titre Ego-Monstre, ces cycles de récits témoignent d'une lucidité désespérément prophétique, qu'ils aient été écrits à Kaboul ou en exil.

Dans sa démarche vers le Soleil levant, le Voyageur de

minuit ne cesse de se heurter à l'abîme qu'un monstre tyrannique s'est choisi pour tanière. Il veut alerter, réveiller, secourir, mais les portes des cités endormies restent closes... Expié, il hante les camps de réfugiés et ne peut taire sa colère devant le sort réservé aux femmes et aux enfants ; il devient un exilé de la terre d'exil.

Excessivement sommaire, cette traversée de l'œuvre indique néanmoins quel esprit libre était Sayd Bahodine Majrouh. Son étude consacrée à la poésie populaire des femmes pachtounes (1) prouve qu'il était bien un « homme des lumières » obéissant au double héritage des souffres et des philosophes, un homme luttant certes pour l'indépendance de l'Afghanistan, mais aussi pour qu'un nouveau régime, à l'avenir, y respecte les libertés individuelles.

Son assassinat est le signe effrayant qu'une alliance de fanatismes s'est nouée, les communistes préférant céder la place aux extrémistes musulmans plutôt

que de devoir s'effacer devant des êtres capables de réinventer une terre harmonieuse. Majrouh aurait pu poursuivre une brillante carrière d'universitaire et d'écrivain en Occident. Il avait décidé de demeurer, coûte que coûte, avec son peuple blessé. Il n'ignorait rien du péril où il inscrivait sa vie, lui qui avait noté dès les premières strophes d'Ego-Monstre : « Toute une longue vie d'effrance à travers océans et plaines, vallées et hautes cimes. J'ai parcouru, traversé et vu germer quelques vérités. Avec la première un chemin va jusqu'aux rivages perdus de l'existence : il traverse indubitablement l'enfer (2) ».

ANDRÉ VETTER.

(1) Le Suicide et le Chant, de Sayd Bahodine Majrouh. A paraître en avril aux « Cahiers des brisants » (distribution Distique).

(2) Les Temps modernes, numéro 408-409, traduction et adaptation de Serge Saureau et S. B. Majrouh.

Handwritten signature: *Handwritten signature*









## Politique

### La campagne pour l'élection présidentielle

**« Les plus riches ont bénéficié des largesses du gouvernement »**  
**assure M. Dominique Strauss-Kahn (PS)**

Dans un entretien au Monde du 11 février, M. Alain Juppé prenait vivement à partie M. Laurent Fabius et les socialistes, coupables, selon le porte-parole du gouvernement et du candidat Chirac, d'avoir échoué dans tous les domaines de la gestion économique, à l'inverse, selon M. Juppé, de l'actuelle majorité. Sur chacun des points soulevés par le ministre du budget, M. Dominique Strauss-Kahn, membre du secrétariat national du PS, répond :

#### ● Impôts et cotisations sociales.

« Ne jouons pas sur les mots. Ce qui compte, c'est l'ensemble des prélèvements sur le revenu, qu'il s'agisse d'impôts ou de cotisations sociales. C'est d'ailleurs un argument qui elle-même lorsqu'elle était dans l'opposition pour critiquer la politique d'alors. Aux chiffres d'Alain Juppé qui ne concernent que l'impôt sur le revenu et qui font apparaître une réduction d'impôt plus forte pour les petits contribuables que pour les autres, l'opposant ceux-ci : un couple avec deux enfants, gagnant 5 000 francs par mois, a payé, impôts et cotisations sociales confondus, 1 316 francs de plus cette année ; le même couple gagnant 100 000 francs par mois a payé 7 500 francs de moins.

« Au total, si l'on tient compte notamment de la suppression de l'IGF, ce sont 15 milliards de charges supplémentaires que tous les autres ont supportées.

« Contrairement aux allégations d'Alain Juppé, Laurent Fabius est donc fondé à considérer que ce sont les catégories les plus riches qui ont bénéficié des largesses du gouvernement.

#### ● Le retour de l'inflation

« Selon Alain Juppé, la politique des prix du gouvernement est un succès. Il en veut pour preuve la réduction de l'écart d'inflation avec l'Allemagne. Il est vrai que celui-ci a continué à décroître. Parti de 7 points en mai 1981 (c'est l'héritage laissé par Raymond Barre), il vaut 2,7 points en février 1988 et 2,1 en décembre 1987. Mais, pour importante qu'elle soit, l'Allemagne

n'est pas tout et la remontée de l'inflation outre-Rhin n'est pas étrangère à l'amélioration constatée. Élargissons notre horizon et considérons, comme c'est l'usage, l'écart d'inflation avec nos huit principaux partenaires. Il vaut 2,5 points en mai 1981, 0,1 en février 1986 et 0,6 en décembre 1987. Ne pavoisons pas trop ! L'envoie de nombreux prix (les loyers par exemple) est une réalité que nos concitoyens ressentent et que la remontée de l'inflation traduit. L'inflation en France a atteint son minimum en août 1986 sur sa lancée antérieure (2 % sur douze mois). Elle est restée stable jusqu'en décembre de la même année, puis est repartie. Chirac et Barre, c'est l'inflation retrouvée.

#### ● Familles, créations d'entreprises et investissements :

« Pour ce qui est des défaillances et créations d'entreprises, Alain Juppé fait preuve d'une logique pour le moins curieuse. Les statistiques sur les défaillances d'entreprises ne sont pas fiables, dit-il. Est-ce parce qu'elles font apparaître une augmentation alarmante en 1987 ? A l'inverse, il se félicite du nombre important de créations d'entreprises cette même année. Pourquoi ces statistiques-là seraient-elles plus fiables ? L'auto-satisfaction est-il au moins justifiée ? Hélas ! non : le rapport créations-défaillances se dégrade en 1987 ainsi que l'a montré l'INSEE dans une publication de fin janvier.

« Alain Juppé est également satisfait de la progression de l'investissement productif. Ce faisant, il masque une réalité préoccupante : l'investissement industriel progresse très peu, beaucoup moins vite qu'en 1984 et en 1985 (10 % en volume en 1984 ; 7 % en 1985 ; 1 % seulement en 1986). Je pense, quant à moi, que l'investissement industriel est un meilleur stimulateur de la compétitivité de l'économie française. En effet, lorsqu'un coiffeur repoint sa devanture, cela fait partie de l'investissement productif mais, bien entendu, pas de l'investissement industriel. Si l'investissement industriel devait durablement rester à zéro, il ne faudrait pas, dans quelques années, être surpris en regardant les statistiques de constater que l'effondrement de nos échanges industriels apparaît en 1987 à perduré.

### L'intervention de M. Droit embarrasse la CNCL

Réunis à huis clos le 12 février, les membres de la CNCL ont — en l'absence de M. Michel Droit — déploré l'attitude de ce dernier. Tous jours inculpés dans l'affaire de Radio-Courtoisie, M. Droit avait publié le matin même dans le Figaro une chronique intitulée : « Election présidentielle, le rêve de François Mitterrand », dans laquelle l'académicien soupçonne le chef de l'Etat d'avoir en prévision de second tour de l'élection présidentielle, négocié le ralliement du Parti communiste et l'abstention du Front national contre le rétablissement du système proportionnel, et la mise à mort des institutions de la Ve République.

Les membres de la CNCL, allant au-delà des simples exigences de la loi, se sont engagés à ne pas prendre position sur des « sujets sensibles », tout particulièrement en période électorale. Le président de la Commission nationale, M. de Broglie, avait lui-même précisé les contours de ce « code de déontologie » dans une lettre adressée à M. Denis Périot-Duvilla, président de la Fédération des sociétés de rédacteurs, le 12 janvier 1987. « Les membres de la CNCL, avait écrit M. de Broglie, ont par ailleurs considéré que les missions imparties à cette institution dans le domaine de l'information audiovisuelle, imposaient à ces membres une réserve particulière ». Ceux-ci doivent notamment s'abstenir de toute prise de position « sur les questions faisant l'objet du débat politique de l'actualité, et pouvant, de ce fait, amener la CNCL à adresser des recommandations aux médias audiovisuels. J'ajoute qu'il a été convenu qu'une réserve plus stricte encore s'imposait à l'approche des consultations électorales, conduisant ainsi les membres de la Commission nationale à s'abstenir de prendre part, dans une chronique sur les sujets électorales... »

La chronique de M. Droit ne pouvait plus mal tomber. La CNCL élabore actuellement les règles d'équité que devront observer chaînes publiques et privées pendant la campagne. De quelle autorité morale pourra se prévaloir la commission, si ses membres choisissent publiquement leur camp ?

P.-A. G.

### Les socialistes marseillais accusent « le Provençal » de « machinations »

MARSEILLE  
 de notre correspondant régional

Les socialistes marseillais ne sont pas contents du Provençal. Ils ont tenu à le faire savoir lors d'une convention fédérale au cours de laquelle le quotidien racheté par le groupe Hachette le 2 juillet 1987 a fait l'objet de vives attaques portant sur sa ligne politique, qui ne serait plus « conforme » aux idéaux de gauche de ses fondateurs.

« La qualité de « socialiste » du Provençal est-elle idéologique ou marchande ? », s'est notamment demandé M. Yves Vidal, premier secrétaire du PS des Bouches-du-Rhône, en invoquant la devise de « Journal des patriotes socialistes et républicains » figurant dans la manchette du quotidien marseillais. Plusieurs responsables fédéraux n'ont pas hésité à parler de « coups bas » et de « machinations ».

La « goutte d'eau » qui a fait déborder leur amertume : la publication le mardi 2 et le mercredi 3 février d'articles consacrés à l'ouverture d'une « information judiciaire » visant la gestion passée à la tête de la région de M. Michel Pezet, l'homme fort du PS marseillais, alors qu'il s'agissait d'une « enquête préliminaire ». Cette « erreur » — finalement redressée — s'ajoute à d'autres reproches tels que l'interprétation, jugée « désobligeante », du motif d'une visite récente à Marseille de M. Lionel Jospin ; ou bien l'annonce de rumeurs concernant la constitution éventuelle d'une liste socialiste dissidente aux prochaines élections municipales.

GUY PORTE.

### Le budget de l'Aquitaine

**Le Front national fait augmenter les subventions à l'enseignement privé**

BORDEAUX  
 de notre correspondant

Le budget 1988 de l'Aquitaine a été adopté, le vendredi 12 février, par 43 voix contre 39. La « minorité de gestion » UDF-RPR, présidée par M. Jacques Chaban-Delmas, a bénéficié sans difficulté de l'appui des quatre conseillers régionaux du Front national, tandis que les huit communistes et les trente et un socialistes ont voté contre.

En 1987, le Front national s'était, dans un premier temps, opposé au budget primitif. Prenant prétexte d'une pression fiscale jugée excessive, il avait obligé le président d'Aquitaine à remettre son budget en chantier, retardant de deux mois son adoption. Cette année, au contraire, l'extrême droite a donné acte sans hésiter d'une « bonne fiscalité » et limité ses interventions au dépôt de trois amendements de portée limitée. Le plus important consistait en un accroissement de 1 million de francs de la contribution régionale aux frais de fonctionnement et d'entretien des établissements privés d'enseignement. L'UDF et le RPR lui ont donné satisfaction.

Assurés de ne pas courir le risque d'un blocage des mécanismes régionaux, comme en Champagne-Ardenne, les socialistes avaient les coudées franches. « Nous votons contre votre budget, mais, surtout, contre votre alliance politique avec le Front national », a indiqué M. Jean Guérard au nom de son groupe. M. Chaban-Delmas s'est défendu, d'une quelconque « alliance politique avec le Front national ».

GINETTE DE MATHA.

#### Feuilleton

**M. Edgar Faure peut-il demeurer sénateur ?**

M. Edgar Faure peut-il demeurer sénateur du Doubs ? La question, qui n'en finit pas d'être posée, prend désormais une allure de feuilleton.

L'interrogation est née lorsque M. Edgar Faure fut nommé, le 6 mars 1987, président de la mission de commémoration du bicentenaire de la Révolution française et de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen (le Monde des 13 et 14 mars 1987).

Elle a rebondi, en septembre de la même année, lorsqu'un élu du Doubs, M. André Pouchol, a tenté de faire admettre par le Conseil constitutionnel que les nouvelles fonctions de M. Edgar Faure lui interdisaient de demeurer simultanément sénateur jusqu'au terme normal de son mandat en septembre 1988.

Le Conseil constitutionnel avait, le 24 novembre 1987, rejeté cette requête — un élu ne peut saisir directement le Conseil constitutionnel dans un tel cas — mais avait rappelé que la législation relative aux incompatibilités « est applicable pendant toute la durée des mandats des intéressés qui ont obligation de déclarer au bureau de leur assemblée les activités ou fonctions qu'ils entendent conserver ou accepter ».

M. Edgar Faure n'en a rien fait. Du coup, M. Pouchol, d'abord et sérieusement conseillé par des adversaires politiques du sénateur du Doubs, vient de s'adresser au garde des sceaux. « Afin de mettre un terme à cette situation irrégulière, demande-t-il à M. Albin Chalandon, je vous saurais gré [...] dans l'intérêt de la loi, de bien vouloir saisir le Conseil constitutionnel, après avoir consulté, avant que de besoin, le bureau du Sénat ».

Résolution sans grand avenir mais bien embarrassante. Le ministre de la justice, qui n'a pas encore répondu, fera probablement valoir qu'il ne peut se mêler des affaires du Sénat, qui ne veut pas se mêler de celles d'Edgar Faure.

Restera à M. Pouchol, si son acharnement ne se dément pas, la possibilité de se retourner vers le Conseil d'Etat que l'on voit difficilement mettre les pieds à l'intérieur de ce cercle vicieux ou, si l'on veut, trop perfide.

M. K.

### PROPOS ET DÉBATS

#### M. Jospin

Clin d'œil au Front national

Le « but caché » de la proposition d'un référendum sur le code de la nationalité, faite par M. Jacques Chirac, est de « flatter l'électorat d'extrême droite et adresser un clin d'œil à Le Pen », estime le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin. « Jacques Chirac en campagne, c'est toujours pareil : énormément de moyens matériels, légitimés par la bonne politique », affirme M. Jospin dans un éditorial du dernier numéro de la Lettre du PS.

#### M. Juquin

1989

M. Pierre Juquin, s'adressant à deux cents personnes, le vendredi 12 février à Charleville-Mézières, a lancé un appel aux communistes de la base, pour qu'ils quittent le PCF et rejoignent son mouvement, répétant qu'il n'a « pas d'ennemi à gauche ». M. Juquin a évoqué les élections municipales de 1989. « Il faudra compter avec notre mouvement mais, aussi, sur nous, a-t-il dit. Nous sidérons à la conquête des villes perdues par la gauche en 1983. » (Corresp.)

#### M. Le Pen

La FEN « syndicate »

M. Jean-Marie Le Pen a critiqué, le vendredi 12 février, à Grenoble, l'éducation nationale, qui « dépense chaque année 220 milliards de francs pour obtenir le niveau de médiocrité le plus performant d'Europe ». Devant deux mille cinq cents spectateurs payants, le président du Front national a plaidé pour « le rétablissement », à tous les niveaux de l'école publique, de la laïcité, car l'enseignement français actuel est un enseignement de calvinisme, de catéchisme marxistes, et nous

avons une anti-éducation anti-nationale ». Accusant la Fédération de l'éducation nationale (FEN) d'être un « syndicat » syndicaliste, M. Le Pen a affirmé que le statut de fonctionnaire est un « statut de privilège et d'irresponsabilité ».

#### M. Marchais

Le « milliardaire fasciste »

M. Georges Marchais a dénoncé, le vendredi 12 février, lors d'un meeting à Saint-Etienne, M. Jean-Marie Le Pen, le qualifiant d'« homme du racisme, de l'antisémitisme, de la haine » et de « milliardaire fasciste ». « Au-delà de ses supporters, que sont les patrons les plus réactionnaires. Le Pen parvient, malheureusement, à tromper des gens parmi les plus démunis. [...] Sachons leur dire la vérité : Le Pen parle fort et haut lorsqu'il a une caméra ou un micro devant lui, mais il s'aplatit comme un carpe devant ses maîtres Chirac et Barre », a déclaré M. Marchais, qui a passé la parole ensuite à M. André Lajoinie, candidat du PCF à l'élection présidentielle.

#### M. Millon

Le bilan

M. Charles Millon, délégué général du comité de soutien à Raymond Barre, affirme que les barrières « assurant totalement, complètement, le bilan de 1986 à 1988, qui est le bilan de la majorité tout entière ». « Nous en avons même été parfois les inspirateurs », estime M. Millon dans une interview publiée par le Courrier de l'Ouest le samedi 13 février. Toutefois, observe-t-il, « ce n'est pas parce que les résultats sont bons qu'ils sont suffisants », car « les déceptions provoquées par le gouvernement socialiste sont telles que la France doit engager une politique sur le long terme pour se redresser définitivement ».

## BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL 1987

Le Monde

KRACH

La chute du dollar a révélé la fragilité du système monétaire international et le dérèglement mondial des échanges. Face aux excédents allemands et japonais, le géant américain trébuche. Fera-t-il basculer dans la récession les autres pays industriels ? La crise financière d'octobre ne doit pas masquer les bons résultats de 1987 : une croissance qui continue sur sa lancée, un chômage qui se stabilise ou régresse.

Le « Bilan économique et social » — véritable rapport annuel sur l'état de la France et du monde — rassemble les dernières statistiques, commente de nombreux graphiques et analyse les faits économiques de l'année, dans leur environnement socio-politique.

### AU SOMMAIRE

● La situation en France : Le bilan à la veille de l'élection présidentielle. Un commerce extérieur inquiétant. Une année plutôt positive malgré la crise boursière.

● L'environnement international : La montée de l'Asie : Japon, Taiwan, Corée du Sud, Singapour et Hongkong. La résistance des pays occidentaux. La dette de l'Amérique latine.

● Le dollar : L'épopée du dollar de 1967 à 1987, les graphiques et les principales étapes de son évolution. Un dossier spécial en couleurs, largement illustré.

● Cent cinquante pays à la loupe : Les correspondants du Monde décrivent l'activité économique pays par pays.



CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX : 45 F OU PAR CORRESPONDANCE

### BILAN ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

NOM \_\_\_\_\_  
 Prénom \_\_\_\_\_  
 Adresse \_\_\_\_\_  
 Code postal \_\_\_\_\_ Localité \_\_\_\_\_  
 Nombre d'exemplaires : \_\_\_\_\_ x 50 F (frais d'expédition inclus) : \_\_\_\_\_  
 Pour l'étranger et les DOM-TOM, nous consulter.  
 Commande à faire parvenir avec votre règlement à :  
 Le Monde Service des ventes au numéro 7, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09

كتاب من الصحف



مكتبة الأمل

## Politique

### LIVRES POLITIQUES, par André Laurens

**P**RÉTENDRE conduire l'action des hommes, c'est, d'abord, convaincre quelques-uns de la validité de cette prétention. Si solitaire qu'elle soit, la démarche politique suppose un entourage qui se fait et se défait au fil d'une carrière, mais dans lequel quelques fidèles assurent, toujours, la permanence. Sous le titre des *Eminences grises*, Christine Fauvet-Mycia nous introduit dans les « maisons », les entours des principaux champions de l'actuelle campagne présidentielle. En réalité, il y a plusieurs sortes d'« eminences grises », si l'on peut dire, de toutes les nuances.

Christine Fauvet-Mycia distingue « les gourous de l'image », les grands et petits communicateurs, les experts, les grosses têtes, les gentils organisateurs, les grands comédiens et les amis. Cette classification lui permet d'examiner les diverses fonctions des entours, qui ne sont pas forcément des équipes homogènes, car la compétition, la concurrence, les animosités et, parfois, les divisions. L'un des talents indispensables d'un leader politique est de savoir jouer des affrontements entre ses fidèles.

L'auteur a su s'introduire dans ces diverses « maisons », dont elle nous livre, avec les plans, les principes d'organisation : nous voici donc au cœur des quartiers généraux de Raymond Barre, Jacques Chirac, François Mitterrand, Michel Rocard, clés en main. Bien sûr, on s'intéresse plus au personnel qu'au mobilier, et plus à la nature des différentes fonctions, objet d'une véritable étude comparative, qu'aux camarades du sérail, encore que l'invité ait l'œil vif et l'oreille fine.

Aussi apprend-on beaucoup de choses sur ces hommes et ces femmes qui travaillent le plus souvent dans l'ombre au succès de leur champion. Pour quelques noms de collaborateurs célèbres, le lecteur en découvrira nombre

d'autres qui, dans la discrétion de leur tâche, de leur soutien moral, de leur fidélité, n'en sont pas moins importants. Christine Fauvet-Mycia saisi bien la part de séduction réciproque qu'il y a entre les stars de la politique et leurs « gourous de l'image » : on se découvre, on s'adore, on s'éloigne et on se retrouve ; elle décèle la frustration des experts chargés d'inculquer l'omniscience à des hommes de qui on l'édige spontanément et qui, en dernière analyse, privilégient les choix

### Gourous et fantasmes

électorales au lieu des remèdes appropriés ; elle cite des noms « pour l'avenir », si la corrélation électorale du « patron » suit : Antoine Pouilleux chez Jacques Chirac, Bruno Durieux chez Raymond Barre, Pierre-Yves Cossé chez Michel Rocard, qui, comme Jacques Attali chez François Mitterrand, figurent — car ils ne sont pas les seuls — parmi « les fournisseurs d'idées ».

L'ouvrage de Christine Fauvet-Mycia met ainsi en valeur l'un des aspects les plus méconnus et, pourtant, l'un des plus attachants du fonctionnement de la politique : l'opinion perçue, globalement, sous un jour plus anonyme, détaché de son environnement affectif, technique, passionnel et créatif, bref, humain.

L'empêche que cette opinion a du mal à s'y reconnaître dans des discours politiques qui s'uniformisent. C'est la raison pour laquelle Gérard Miller, un psychanalyste qui s'intéresse à la politique, en propose une autre lecture, dans un essai intitulé *Du*

père au père, selon une formule de Jacques Lacan. Gérard Miller ne prétend pas à l'objectivité et se reconnaît une faiblesse pour les socialistes. Les choses sont claires, et, à partir de là, on partagera la jubilation volontiers communicative avec laquelle l'auteur traque la politique « comme activité langagière ».

Ce psychanalyste a le mérite d'oublier le jargon professionnel pour se laisser aller à une verve naturelle et débordamment impériale. Cela le conduit à attribuer à François Mitterrand un inconscient « assez drôle pour faire de lui le premier grand homme à laisser filmer, à peine à l'Elysée, sa propre entrée au Panthéon ». Ou à traiter, en termes tourmentés, de cette phase politique appelée « traversée du désert ». Valéry Giscard d'Estaing, écrit-il, « n'a tenu sur le sable que le temps d'un séjour à la plage » ; quant à Raymond Barre, « on le voyait sous le soleil, au sommet des palmiers. Chaque fois qu'il pouvait lancer un petit Forger me not, il y allait, jetant quelques grains de sable par-ci, par-là, dans les yeux d'un allié, dans les rouges d'une machine ». François Léotard apparaît à l'auteur sous les traits d'un enfant « qui veut être président, comme d'autres compères. Et qui le sera peut-être s'il ne grandit pas ». Chez Charles Pasqua, il ne décèle aucune trace d'initiation : « Il n'est ni farfaron ni menteur, il dit toujours la vérité, car le discours qu'il fabrique suit cette logique : et même si c'est faux, c'est vrai ».

Ce ne sont là que quelques exemples pris dans une chronique de cris en toute liberté, car l'auteur estime qu'il vaut mieux oser avant qu'il ne soit trop tard plutôt qu'après.

\* *Les Eminences grises*, de Christine Fauvet-Mycia, Belfond, 226 p., 98 F.  
\* *Du père au père*, de Gérard Miller, Grasset, 246 p., 103 F.

## Communication

### L'évolution de la bande FM à Paris

### La CNCL autorise la diffusion d'Europe 2 par Hit FM et enquête sur la substitution de Fun à Chic FM

Europe 2, le programme FM musique et informations conçu par Europe 1 à l'adresse des vingt-cinq-quarante ans, sera prochainement diffusé par la radio Hit FM (groupe UGC), dont la part de programme propre se limitera à 20 %. La CNCL vient en effet, sous forme de lettre aux responsables d'Europe 1, de donner son feu vert à cet accord après l'avoir cependant bloqué quelques semaines et exigé des garanties sur la vocation d'Europe 2. Une vocation de « fournisseur de programmes » (sur abonnement) et non pas de réseau, Europe 2 ne possédant aucune des radios diffusant

son programme, et Hit conservera son nom sur Paris, le cas de ses six stations de province n'étant pas encore réglé.

Cette décision de la CNCL a été accueillie avec satisfaction et soulagement du côté d'Europe 1 à qui la commission avait refusé une fréquence en juillet dernier sur Paris et bloqué sa tentative récente de rachat de Hit FM. La confection du programme Europe 2, diffusé aujourd'hui par satellite vers 80 stations, ne pouvait être rentable qu'à la condition d'être aussi reçu (et commercialisé) sur Paris et la région Ile-de-France.

Le réseau Fun n'a, semble-t-il, pas fait l'objet d'une vigilance aussi pointilleuse de la part de la Commission qui a attendu plusieurs mois avant de se soucier de la substitution de Chic FM (le réseau de M. Hersant) par Fun (racheté avec l'accord du tribunal de commerce par le même groupe (*le Monde* du 5 septembre 1987)). Mais où est passée Chic FM ? « Il n'y a rien », le 12 février, la lettre d'information de la CNCL avait demandé que la Commission avait demandé à M. Yves de la Chaisemartin, gérant de la SERC, « des explications sur le programme actuellement diffusé par sa société sous le nom Fun en utilisant à Paris la fréquence 101,9 MHz attribuée par la CNCL à Chic FM ».

La Commission vient, en effet, de découvrir que « le format émis par Fun n'est plus en conformité avec celui qui avait fait l'objet de l'autorisation ». Elle attend qu'on lui communique « les éléments de nature à justifier ces changements » pour « apprécier la suite à donner à cette affaire ».

La lettre date du 13 janvier : le basculement du réseau Chic dans celui de Fun remonte au début du

mois de septembre. La question ne figure donc pas parmi les urgences de la CNCL. Il y a toutefois belle lurette que les observateurs (professionnels et auditeurs) ne se posent plus la question « mais où est passée Chic FM ? ». Chic a bel et bien disparu dans les oubliettes de la FM. Et Fun l'a tranquillement remplacée, entraînant un bouleversement radical des radios du groupe Hersant dont le nom, le format, la cible, la communication ont été changés. Sans compter les responsables de la tête de pont parisienne et du réseau par satellite qui comptabilise 97 stations (affiliées ou franchisées) et figure aujourd'hui parmi les trois plus importantes en France.

ANNICK COJEAN.

### Kiss-FM reprend ses émissions

La radio privée Kiss-FM que la police avait contrainte, le vendredi 12 février, en posant les scellés sur son matériel, à cesser ses émissions, a pu réintégrer dans la soirée, à partir d'un nouveau site. En acceptant de quitter la tour Montparnasse que la CNCL a refusé d'homologuer comme un site d'émission et en s'installant à Bagneux (avec une puissance très supérieure à la précédente), Kiss-FM a finalement obtenu le feu vert de la Commission, qui avait suspendu, une semaine plus tôt, son autorisation (*le Monde* du 9 février). La radio n'aura donc interrompu sa diffusion que pendant une journée. Une interruption dommageable, néanmoins, pour la radio commerciale, surprise, vendredi, de l'intervention policière intervenue alors même que le conflit avec la CNCL semblait apaisé, un compromis sur le site de Bagneux ayant été conclu la veille au soir.

### En Grande-Bretagne

### Le « Financial Times » a cent ans

LONDRES

de notre correspondant

Le 13 février 1888 paraissait à Londres, sur quatre pages et sur papier blanc, un nouveau quotidien valant 1 penny, dont la devise proclamait fièrement qu'il serait « sans peur et sans préjugé ». Cent ans plus tard le *Financial Times* n'a pas changé de nom : il est imprimé sur papier saumon et il est devenu un journal international de référence, axé, mais non polarisé, sur le monde des affaires et de la finance, et publié simultanément à Londres, à Francfort et à New-York.

Ce centenaire a été célébré le jeudi 11 février lors d'un dîner de gala à l'hôtel de ville de Londres en présence du lord-maire, Sir Greville Spratt. Le chancelier de l'Echiquier, M. Nigel Lawson, lui-même ancien journaliste du *FT*, a rompu, à cette occasion, le règle sacro-sainte qui interdit toute indécision concernant le budget avant sa présentation officielle. Le 15 mars, M. Lawson a laissé entendre qu'il n'était pas ques-

tion de diminuer, cette année, le taux de base de l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

Lord Blakenham, président de Pearson, le groupe propriétaire du *FT*, n'a pas directement abordé, dans son discours, le problème crucial auquel il est actuellement confronté. On sait que M. Rupert Murdoch, le magnat de la presse australo-américain, a acquis environ 20 % du capital de Pearson. Déjà propriétaire de nombreux journaux dont le *Times*, M. Murdoch est certainement intéressé par le *FT*.

Lord Blakenham s'est borné à une allusion voilée aux ambitions de M. Murdoch, lequel a la réputation d'intervenir parfois brutalement dans le contenu des journaux qu'il contrôle. « Le *FT* fait partie du groupe Pearson depuis plus de trente ans. Nous ne nous sommes jamais immiscés dans les questions rédactionnelles (...). Par-dessus tout nous souhaitons rester nous-mêmes », a déclaré lord Blakenham.

DOMINIQUE DHOMBRES.

### Les habits neufs du « Guardian »

LONDRES

de notre correspondant

Le *Guardian* fait peau neuve. Le vénérable quotidien de centre gauche fondé en 1821, qui reste le bible des intellectuels, des artistes et des enseignants britanniques a décidé de changer radicalement sa présentation. Le nouveau *Guardian*, depuis le vendredi 12 février, chaque jour deux cahiers distincts. Le premier comprendra les nouvelles fraîches de politique intérieure et étrangère, les informations finan-

cières, le sport, les commentaires émanant de diverses sources et les éditoriaux. Le second... rassemblera tout le reste, en particulier les programmes de télévision et les petites annonces.

Le changement est notamment dû à l'innovation technique et à cette imprimerie ultramoderne qu'a fait construire le *Guardian* et qui lui a coûté 25 millions de livres (environ 250 millions de francs).

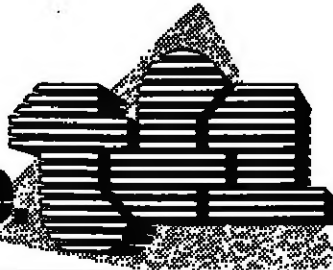
D. Dh.

## Les questions les plus présidentielles.

# Barre à domicile sur la Une.

DIMANCHE 14 FEVRIER 19H25  
SPECIAL QUESTIONS A DOMICILE  
AVEC ANNE SINCLAIR,  
J.M. COLOMBANI, A. TARTA.

Il n'y en a qu'une, c'est la Une.





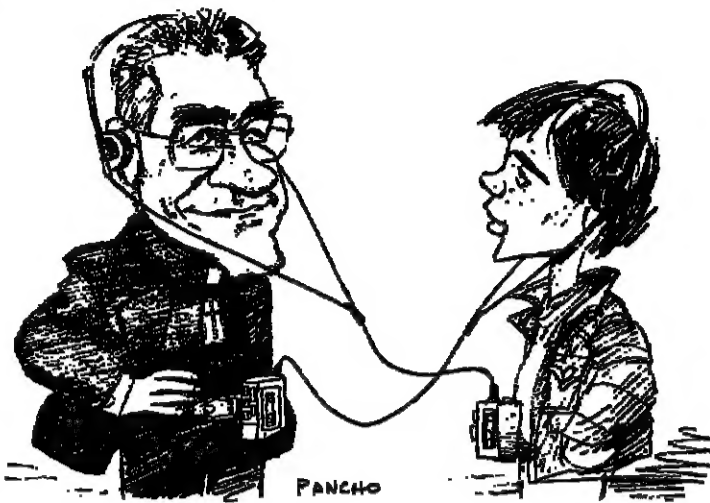
## Un rassemblement de jeunes catholiques à Paris-Bercy

## Génération Jean-Paul II

Douze mille enfants et adolescents étaient attendus, le dimanche 14 février, au Palais omnisports de Paris-Bercy pour « un rassemblement de fête, de découvertes et de prières » organisé à l'initiative du cardinal Lustiger. Les 5 et 6 mars, 5 000 adolescents sont également attendus à Versailles pour un Congrès national des jeunes chrétiens. Les jeunes croyants veulent aujourd'hui s'affirmer d'avantage.

D'une aumônerie ou d'un mouvement. Les sacrements dits de l'initiation chrétienne ont également lieu de plus en plus tard, à l'âge de l'école primaire et même du collège pour certains baptêmes, en seconde ou en première pour la confirmation.

Les jeunes croyants sont surtout demandeurs d'une formation de base. Les éditeurs l'ont compris qui



En revanche, ils s'ennuient ferme à la messe. Tous les sondages sur la pratique dominicale en France mon-

trouvent que ce sont les jeunes qui désertent le plus les églises. L'obligation hebdomadaire est un « carcan » ; la messe, le symbole le plus immédiat d'une Église à laquelle ils ne se sentent pas liés ou peu liés, qu'ils assimilent à une instance de prescriptions et d'interdictions. Les autorités ecclésiastiques peinent devant l'obstacle : comment concilier chez les jeunes une pratique stable et communautaire avec une foi vécue individuellement ou en petits groupes choisis ?

## Petits oratoires

Car avant d'être un lieu éducatif, l'église de cathédrale ou paroissiale, par exemple, est d'abord perçue comme un espace de liberté et d'expériences. Les jeunes se disent saturés d'activités dispersées. « On passe du lycée au tennis, de la télé au conservatoire », dit Olivier, seize ans. « On nous parle, mais nous, nous ne parlons jamais. » Pour lui, l'aumônerie joue un rôle de « contre-poids ».

Elle devient même un « refuge », ajoute le Père Michel Dubost, chargé des aumôneries parisiennes, pour cette génération de jeunes chrétiens minoritaires. Pour éviter qu'ils ne se transforment en serres, éloignées de la réalité, les responsables s'efforcent de réimplanter leurs aumôneries à l'intérieur des lycées.

La chaleur du groupe compte plus que l'engagement. Le militantisme paraît plus moral que social et politique. La liberté, la solidarité, les droits de l'homme, la lutte contre la torture, le racisme, la faim, intéressent plus que les activités de toutes natures. Ils sont soumis au médiasage culturel, raciale, religieux de la ville et du lycée. Leur vie, leur famille, parfois sont éclatées : au moins 30 % des jeunes en aumônerie à Paris ont des parents divorcés.

La demande traditionnelle de points de repère éthiques et religieux, de valeurs profondes et permanentes, s'exprime, aujourd'hui, dans des formes nouvelles : rassemblements, grandes célébrations, musique, jeux, fêtes, — qui ne sont sans doute pas spécifiques aux jeunes croyants, mais qui n'ont plus grand chose de commun avec l'encadrement religieux des générations précédentes (3).

Autrefois privilège de la tranche sept-treize ans, l'éducation religieuse se fait, désormais, à tout âge. L'éveil peut commencer très tôt ou très tard, à l'intérieur d'un groupe.

**Le Monde**  
sur minitel

**BOURSE :**

Un œil sur la cote, l'autre sur votre portefeuille

36.15 TAPEZ LEMONDE

## Comme la marine

## La Force aérienne tactique a besoin d'un avion de transition en attendant l'arrivée du Rafale

En attendant l'entrée en service opérationnel du Rafale, prévue en principe pour 1996 mais plus probable à partir de 1997, l'armée de l'air française a besoin d'un avion de transition pour remplacer, dès 1993, certains des appareils anciens de la Force aérienne tactique (FATAC).

C'est ce qu'a expliqué, vendredi 12 février à Paris, le chef d'état-major de l'armée de l'air, le général Achille Lerche, en admettant ainsi que la FATAC avait, toutes comparaisons gardées, le même problème que l'aéronautique navale pour la succession de ses avions Crusader.

L'armée de l'air participe, à raison de 80 %, au financement du développement du Rafale, avec la marine, qui assure les 20 % restants. Le Rafale servira, d'abord, dans les unités de la FATAC et, bien plus tard, dans celles de la défense aérienne, qui viennent à peine de commencer à recevoir, à Dijon et à Orange, leurs premiers Mirage 2000.

Pour le compte de la FATAC, le Rafale devrait assurer les missions d'attaque en profondeur, en vol à très basse altitude au-dessus d'un territoire adverse, et servir de plate-forme de tir des nouveaux missiles air-sol guidés avec précision, dans une gamme de portées allant de 50 à 200 kilomètres. Ce faisant, le Rafale prend le relais, notamment, des Mirage III-E, des Jaguar et des Mirage 5, dont le remplacement doit intervenir progressivement à partir de 1993. Évoquant l'âge de ces avions, dont certains ont été mis en service après 1964, le général Lerche est convenu que « la FATAC française était, en Europe, parmi les forces alliées comparables à elle, la moins bien équipée ».

Dès lors que le Rafale ne sera pas prêt en 1993, il faut donc prévoir des solutions de transition, tout comme l'aéronautique navale, qui, de son côté, songe à un avion américain, le F-18, pour remplacer ses vieux Crusader.

Pour prendre la relève de plusieurs escadrons de Mirage III-E et de Jaguar, l'état-major de l'armée de

l'air mettra en ligne le Mirage 2000 N, une version dérivée de l'avion Mirage 2000 N, porteur d'un missile air-sol nucléaire, mais modifiée, à moindres frais, pour remplir des missions d'attaque tout temps en aveugle, avec des missiles classiques. De même, l'armée de l'air envisage d'utiliser, en les rénovant à moindre coût, pour des attaques au sol, des Mirage F-1 d'interception dont se sépare la défense aérienne au fur et à mesure qu'elle peut déployer le nouveau Mirage 2000.

Enfin, l'état-major souhaite rénover le système d'armes du Jaguar, pour en prolonger l'existence opérationnelle.

Le général Lerche n'a pas précisé le nombre de ces avions de transition (Mirage 2000 N, Mirage F-1 tactiques ou Jaguar modernisés) dont il aurait besoin avant le Rafale.

« Nous regardons à prolonger la vie de nos avions, en procédant à des réparations à mi-vie des matériels », a expliqué le chef d'état-major, pour

« évaluer les raisons d'économies, qui nous obligent à sortir des prototypes à bon escient ».

Prochainement, le gouvernement devrait confirmer aux industriels sa décision de lancer la fabrication de deux prototypes du Rafale. Un prototype est destiné à l'armée de l'air, pour ses missions air-sol, et le second à l'aéronautique navale, pour des missions air-mer. Entre les deux avions, il devrait exister une différence de poids de 700 kilogrammes, du fait de la masse accrue du Rafale naval, qui nécessite un train d'atterrissage, une croûte d'appontage et une structure autre que le Rafale de l'armée de l'air. Mais, fondamentalement, les deux prototypes conserveront la même cellule, les mêmes réacteurs et les mêmes équipements de guerre électronique. En revanche, le radar présentera des différences. Le général Lerche a annoncé, à cette occasion, que l'armée de l'air choisira, en septembre prochain, le radar de son Rafale entre des propositions de Thomson-CSF et d'autres de l'Electronique Serge Dassault.

## Madonna et le curé d'Ars

Les éducateurs chrétiens n'en reviennent pas. « Une demande explicitement chrétienne est en train de renaître », dit le Père Stanislas Lalanne, responsable de la catéchèse en France. « C'était impossible il y a quatre ou cinq ans. » Fastidieux, il parle d'une génération Jean-Paul II ? Les jeunes n'ont jamais un seul modèle en tête. Tous les sondages montrent qu'ils admirent le pape globe-trotter et militant des droits de l'homme, mais le trouvent « ringard » sur les questions de sexualité.

Il s'agit peut-être d'une génération « kitach ». « Ils adorent à la fois Madonna et Mère Teresa, Edith Piaf et le curé d'Ars », dit le Père Michel Dubost. Sur le plan religieux, comme pour le reste, ils refusent d'être dans des rails. S'ils n'ont pas envie d'éducation religieuse et de messe, ils le disent clairement. S'ils croient en Dieu, ils l'affirment aussi.

HENRI TINCO.

- (1) Ce sondage a été réalisé en octobre 1987 sur un échantillon de 1 000 lycéens, du public et du privé, et étudiants, par la société Sogistat.
- (2) Entretien avec le Père André Sévère, curé d'Ars du 25 octobre 1984.
- (3) -15-19 ans. Des jeunes à découvrir par Guy Lescanne et Thierry Vincent. Le Café.
- (4) Le Monde des Livres du 25 décembre 1987 : « Une nouvelle rage biblique ».

Les XV<sup>es</sup> Jeux olympiques d'hiver à Calgary

## Les hallebardiers

performance sportive — ne dépassera jamais celui des concurrents à sang bleu.

Il ne s'agit pas du résultat d'une nouvelle technique de dopage médiatique par transfusion, mais d'une méthode héréditaire de reconnaissance. Deux authentiques princes sont en effet en compétition à Calgary : Hubertus von Hohenlohe, dont l'arbre généalogique prend racine au quatorzième siècle en Bohême, et Albert Grimaldi, dont la famille règne sur le rocher de Monaco.

Le fils d'Ira de Furstenberg, qui dirige les chroniques mondiales en enregistrant des disques, porte les couleurs du Mexique pour assouvir une passion du ski contractée dans la prime enfance en Autriche. Il est un fort bonnet descendre et ne craint pas de participer à la Coupe du monde.

Le fils de Grace Kelly, qui fait moins souvent que ses deux sœurs la « nne » des magazines, a la particularité d'être, à vingt-neuf ans, le plus jeune membre du CIO. Mais il y a peu de chances qu'il obtienne un aussi riche palmarès sportif que son grand-père : Jack Kelly avait remporté trois médailles d'or en aviron aux Jeux de 1920 et 1924. Bien qu'il ait été de l'athlétisme, du judo, de la natation, du tennis, du ski et de l'aviron, c'est en bob à deux que le marquis des Baux tentera de se distinguer un peu plus du commun.

Il a découvert cette discipline au cours de vacances à Saint-Moritz, il y a deux ans. La frayeur de la première descente dissipée, il s'est passionné. De frondeur, il est devenu pilote. Avec d'assez bons résultats pour tenter l'aventure olympique. Le plus dur a été, pour lui, de trouver un second citoyen monégasque pour l'accompagner. Il n'y a eu que Georges Bessi qui a été retenu pour propulser le jeune prince. Habituellement croustillant, Bessi est occasionnellement sprinter. En tout cas, il s'était présenté comme tel aux championnats du monde d'athlétisme à Rome, en septembre dernier.

Ce n'est pas la première fois que des altesse royales risquent leur prestige aux Jeux olympiques. Parce que Hubertus et Albert peuvent satisfaire un rêve enfantin en améliorant leur notoriété, faut-il, comme l'a fait un magazine américain, les comparer à Neron — champion de la course de char en 66 de notre ère ? Qui n'a pas besoin de redorer son blason ? En tout cas, avec les Mexicains, les Jamaïcains, les Fidjiens et tous ceux qui peuvent prêter à rire, ces deux princes sont peut-être les derniers de ces olympiques imaginés par Coubertin.

ALAIN GIRAUDO.

## Les Français en reconnaissance

Délégation française peu nombreuse pour la cérémonie d'ouverture : parmi les absents, les skieurs qui doivent participer à l'épreuve de descente, le dimanche 14 février. Ils se sont préparés à subir les caprices du vent qui souffle en rafales sur le parcours.

CALGARY  
de notre envoyé spécial

Mécontent de son parcours, mais satisfait de ses premières journées au Canada, Luc Alphand balance entre l'humour et la rage. « Aujourd'hui, c'est n'a pas du tout terrible », explique le skieur de Saint-Chély, comme pour excuser sa modeste vingt-quatrième place lors de la quatrième descente d'entraînement, disputée, le vendredi 12 février, sur les pentes de Mount Allan.

Les fortes rafales de vent qui viennent soulever ou bousculer les descendants ne facilitent pas l'évolution des coureurs. Christophe Pié en sait quelque chose : il a fait des bonds longs d'une dizaine de mètres grâce à un vent arrière favorable. « En haut de la piste, c'est mou », ajoute Luc, faisant allusion aux méfaits du radoucissement. Le mercure qui grimpe et le vent qui déneige les crêtes, deux facteurs météorologiques que le jeune Français ne s'attendait pas à côtoyer lors de son séjour olympique.

Une semaine après son arrivée au Canada, le coureur alpin continue cependant à s'habituer à la vie dans les montagnes Rocheuses. Maintenant que les effets du décalage horaire se sont estompés et que les inconvénients du repas froid le midi font partie des habitudes, Luc Alphand a retrouvé son sourire. « Au début, on critique un peu les conditions de logement, car on estime que nous étions éloignés de tout », raconte-t-il. Et puis au fil des séances d'entraînement, les athlètes de l'équipe

de France se sont rendus compte que le motel de Canmore qui les abrite offrait quelques avantages. « De cette station au pied des montagnes jusqu'au pied de ski alpin le trajet ne dure qu'une demi-heure, ce qui nous permet de ne pas nous lever trop tôt le matin. De plus, nous bénéficions des installations du centre nordique », ajoute le skieur, en espérant que, si la température se décide à baisser, il pourra profiter du gymnase.

Lois de Calgary, de ses lumières et de ses fêtes, les skieurs tricolores poursuivent leur préparation. « Tout se passe bien », résume Franck Piccard, ravi de sa septième place de vendredi. Le soir au calme convient à ce skieur, décidé à rivaliser avec les vedettes suisses.

Les filles de l'équipe de France vont bientôt rejoindre cette villégiature. Pour le moment, leurs entraîneurs ne souhaitent pas encore les lâcher dans la compétition. Alors que leurs petites camarades des autres nations dévalent les pentes de Mount Allan pour s'habituer à l'épreuve de descente, elles poursuivent tranquillement leur préparation loin de l'agitation olympique. A Panorama, une station située plus au nord, elles se familiarisent avec la neige changeante et les sautes de température.

Mais pour le grand show de la cérémonie d'ouverture Catherine Quénecq va faire une entorse à sa retraite. C'est en effet la skieuse de Notre-Dame-de-Bellecombe, qui doit porter le drapeau tricolore pour précéder la délégation française. Une délégation peu nombreuse puisque les spécialistes du patinage artistique ne sont pas encore arrivés à Calgary et que les skieurs alpins poursuivront leurs entraînements. Les hockeyeurs, eux, sont présents, mais un manque d'uniforme de parade risque de les priver de défiler.

SERGE BOLLOCH.

● TENNIS : Tournoi de Lyon. — Le Granoblois Philippe Pech a été éliminé, vendredi 12 février, en quart de finale du tournoi de Lyon par l'Américain Todd Nelson (6-2, 7-6). Yannick Noah a battu facilement l'Australien Broderick

Dyck (6-4, 5-2), tandis que le Sénégalais Yaya Doudouba se qualifiait pour les demi-finales face au Britannique Jeremy Bates (6-3, 7-5). Enfin, l'Argentin Masso a éliminé le Néo-Zélandais Evernden (6-4, 5-7, 7-6).

مكتبة الأمل















## ÉTRANGER

2. - **LIBAN** : Le bombardement de bases palestiniennes par l'aviation israélienne fait vingt-six morts (5, 8 et 20).

3. - **BELGIQUE** : Mort de Gaston Eyskens, trois fois premier ministre entre 1949 et 1972 (5).

4. - **AFGHANISTAN** : Alain Guillo, journaliste français capturé le 12 septembre 1987 en compagnie de résistants, est condamné à dix ans d'emprisonnement pour « activités subversives et espionnage ». Les autorités afghanes démentent ce verdict et engagent des démarches auprès de Kaboul et de Moscou pour obtenir l'expulsion d'Alain Guillo (1<sup>er</sup>, du 5 au 11, 13, 23 et 28).

4. - **FINANCES MONDIALES** : Des interventions massives des banques centrales et la confirmation qu'un accord secret de défense du dollar accompagne la déclaration des Sept du 23 décembre provoquent la remontée de la monnaie américaine. Cette reprise s'accroît avec l'annonce, le 15, du déficit commercial des États-Unis pour novembre, qui, à 13,22 milliards de dollars, est le plus faible de 1987. Le dollar se stabilise ensuite autour de 1,67 DM 127 yens et 5,64 F (du 3 au 25 et 31/1-1<sup>er</sup>/11).

6. - **MEXIQUE** : Une équipe de neurochirurgiens annonce avoir greffé pour la première fois des cellules de fœtus humain dans le cerveau de deux malades atteints de la maladie de Parkinson (9).

7-9. - **FRANCE-RDA** : M. Erich Honecker effectue en France la première visite d'un chef d'État est-allemand (du 7 au 11).

8. - **ÉTATS-UNIS** : Le jour même où la Bourse de New-York subit, sans raison bien précise, une baisse record de 140 points (- 6,85 %), est rendu public le rapport de la commission mise en place par M. Reagan après le krach d'octobre. Le rapport Brady dénonce les risques des transactions informatisées et préconise un meilleur contrôle des marchés, qu'il propose de confier à la Réserve fédérale (10-11, 12 et 16).

8. - **URSS** : M. Mikhaïl Gorbatchev, analysant devant les responsables de la presse soviétique les difficultés auxquelles se heurte sa politique de réforme, critique tout autant la « droite » et la « gauche », c'est-à-dire les conservateurs et ceux qui veulent aller trop vite (3-4, 10-11, 14 et 29).

11-13. - **SUÈDE-URSS** : MM. Nikolai Ryjkov et Ingvar Carlsson, premiers ministres soviétique et suédois, concluent à Stockholm un accord à propos d'un contentieux vieux de dix-neuf ans sur le partage des zones économiques en mer Baltique (13, 14 et 15).

12. - **CHINE** : Un projet de loi qui prévoit une réelle autonomie de gestion pour les entreprises publiques est publié dans la presse officielle (15).

13. - **ISRAËL** : Quatre Palestiniens de Cisjordanie sont expulsés vers le Liban. Les autorités israéliennes affirment qu'ils « figuraient parmi les organisateurs des troubles » dont la répression a provoqué la mort de trente-sept Palestiniens depuis le 9 décembre dans les territoires occupés. Au Conseil de sécurité de l'ONU, les États-Unis s'ab-

tiennent, le 14, de condamner ces bannissements, alors qu'ils avaient voté, le 5, une résolution, adoptée à l'unanimité, demandant à Israël de renoncer à ses projets d'expulsion. Après la mise en place d'un important dispositif de sécurité dans les territoires occupés, une accalmie relative s'instaure avant la reprise de l'agitation le 30. Mais la « politique de la matraque » appliquée par l'armée suscite de nombreuses critiques en Israël et à l'étranger (à partir du 2).

13. - **TAIWAN** : Mort de Tchiang Ching-kuo, fils de Tchiang Kai-shek. M. Lee Teng-hui, vice-président, lui succède à la tête de l'État, ainsi que, le 27, à la tête du Koumintang, le parti au pouvoir (15, 16, 28 et 31/1-1<sup>er</sup>/11).

14. - **URSS** : Mort de Georgui Malenkov, qui avait été le premier successeur de Staline et avait été écarté par Khrouchchev (2/11).

15. - **CORÉE DU SUD** : Une jeune femme arrêtée après l'explosion en vol, le 29 novembre, d'un Boeing sud-coréen affirme à la télévision avoir participé à cet attentat, qui a fait cent quinze morts, sur ordre des services secrets nord-coréens. Pyongyang dément, mais Washington et Tokyo décident des sanctions contre la Corée du Nord (16, 17-18, 21, 22, 23, 27 et 29).

15. - **ESPAGNE - ÉTATS-UNIS** : Madrid obtient que les soixante-deux F-16 américains basés à Torrejon quittent le territoire espagnol dans un délai de trois ans (16, 17-18, 21 et 23).

15. - **RÉPUBLIQUE D'IRLANDE** : Mort de Sean Mac Bride, fondateur d'Amnesty International : son action pour la paix lui avait valu le prix Nobel en 1974 et le prix Lénine en 1977 (17-18).

16. - **NICARAGUA** : Le président Daniel Ortega annonce de nouvelles concessions devant les chefs d'État d'Amérique centrale, réunis à San-José-de-Costa-Rica pour faire le bilan de l'application du plan de paix qu'ils ont signé le 7 août 1987. L'état d'urgence, instauré le 15 mars 1982, est levé le 19 et les pourparlers directs, acceptés par M. Ortega, s'engagent entre le gouvernement sandiniste et la Contra, les 28 et 29, à San-José-de-Costa-Rica (7, 12, du 16 au 21, 23 et du 26/1 au 2/11).

17. - **HAÏTI** : Les élections, organisées sous le strict contrôle de l'armée après l'échec sanglant du scrutin du 29 novembre, sont marquées par une abstention massive et de nombreuses irrégularités. Elles sont qualifiées de « parodie électorale » par l'opposition qui avait appelé à les boycotter. M. Leslie Manigat, proclamé élu, le 24, avec 50,29 % des voix, devient président de la République le 7 février (3-4, 8, 12, du 15 au 26 et 28).

17-18. - **ARGENTINE** : Une nouvelle rébellion militaire, menée, comme en avril 1987, par l'ex-lieutenant-colonel Aldo Rico, est matée après l'intervention de troupes loyalistes (1<sup>er</sup>, 16, 19, 20, 22 et 29).

18. - **BELGIQUE** : M. Carlo De Benedetti, président du groupe italien Olivetti et du holding français Cernus, lance une OPA sur la Société générale de Belgique, qui contrôle le tiers de l'économie belge. Cette initiative

## Janvier 1988 dans le monde

La chronologie paraît le deuxième dimanche de chaque mois. Les chiffres entre parenthèses indiquent la date du numéro du Monde où est rapporté l'événement cité.

par ÉDOUARD MASUREL

suscite un vif émoi en Belgique et provoque une importante bataille boursière (du 19/1 au 1<sup>er</sup>/11).

18. - **JEUX OLYMPIQUES** : 161 des 167 pays membres du Comité international olympique ont accepté de participer en septembre aux Jeux de Séoul (Corée du Sud). Seuls la Corée du Nord et Cuba ont refusé, l'Éthiopie, le Nicaragua, l'Albanie et les Seychelles n'ayant pas répondu à l'invitation (6, 7, 13, 16, 17-18 et 20).

19-22. - **URSS** : Le premier emprunt soviétique sur le marché international des capitaux depuis 1917 est lancé avec succès en Suisse (7 et 24-25).

21. - **ÉTATS-UNIS** : Un test permettant de prédire le risque d'apparition d'un cancer héréditaire est mis au point pour la première fois (24-25).

22. - **FRANCE-RFA** : Le chancelier Helmut Kohl et M. François Mitterrand célèbrent à Paris le vingtième anniversaire du traité de coopération franco-allemand, auquel ils annexent deux protocoles instaurant un conseil de défense et de sécurité ainsi qu'un conseil économique et financier. La constitution d'une brigade composée d'égalité de soldats allemands et français est confirmée et la création d'un Haut conseil culturel commun est décidée (15 et du 19 au 25).

22. - **SÉNÉGAL** : Arrivée du dixième Rallye Paris-Alger-Dakar, remporté par le Finlandais Kaakkunen sur Peugeot 205 (autos) et par l'Italien Orioli sur Honda (motos). Parti le 1<sup>er</sup> de Versailles, il a suscité de nombreuses polémiques et provoqué la mort de six personnes, dont une femme et deux enfants africains (du 1<sup>er</sup> au 15 et 28).

22-29. - **FRANCE - PROCHE-ORIENT** : M. Edouard Balladur se rend en Arabie saoudite, dans les Émirats arabes unis, au Koweït et en Jordanie pour une visite « aussi politique qu'économique » (15, 23, 26, 27 et 29).

23-24. - **AUSTRALIE** : L'Allomande de l'Ouest, Steffi Graf, le 23, et le Suédois Mats Wilander, le 24, remportent les Internationaux de tennis de Melbourne (9 et du 12 au 26).

25. - **COLOMBIE** : L'enlèvement et l'assassinat du procureur général Carlos Mauro Hoyos est revendiqué par les trafiquants de

drogue menacés d'extradition vers les États-Unis (du 27 au 30).

25-28. - **FRANCE-CANADA** : Mme Jeanne Sauvé effectue en France la première visite d'État d'un gouverneur général du Canada (du 24 au 27).

27. - **LIBAN** : Un ressortissant ouest-allemand, M. Ralph Schray, est enlevé à Beyrouth-Ouest alors que se poursuit depuis le 5, à Düsseldorf, le procès d'Abbas Ali Hamad, accusé de complicité dans l'enlèvement, en janvier 1987, de deux Allemands de l'Ouest à Beyrouth (6, 7, 29 et 30/1, 2/11).

28. - **ESPAGNE** : La proposition faite par l'ETA militaire d'une trêve immédiate de soixante jours est accueillie avec prudence à Madrid (30 et 31/1-1<sup>er</sup>/11).

28. - **GRANDE-BRETAGNE** : Les ministres de la santé ou les représentants de cent quarante-huit pays, réunis à Londres depuis le 26, adoptent une déclaration solennelle sur le SIDA. 1988 est déclarée « Année de la communication sur le SIDA » (28 et 30).

29. - **ÉTATS-UNIS** : Washington annonce que les privilèges tarifaires dont bénéficient sur le marché américain les nouveaux pays industriels d'Asie, sur-nommés les quatre « Tigres » (Corée du Sud, Hongkong, Singapour et Taïwan), vont être supprimés (2/11).

29. - **FRANCE - GRANDE-BRETAGNE** : Le douzième sommet franco-britannique, auquel participent à Londres MM. Mitterrand et Chirac, ne permet aucun progrès sur la coopération militaire ni sur les questions agricoles communautaires (du 29/1 au 1<sup>er</sup>/11).

30. - **CAMBODGE** : Le prince Sihanouk démissionne de la présidence de la résistance, alors que sa deuxième rencontre avec M. Hun Sen, premier ministre de Phnom-Penh, les 20 et 21, à Saint-Germain-en-Laye, semblait avoir permis des progrès vers un règlement du conflit (3-4, 7, 12, 13, 19, 20, 22, 23, 26, 29 et du 31/1 au 3/11).

30-31. - **GRÈCE-TURQUIE** : MM. Andreas Papandréou et Turgut Ozal, premiers ministres grec et turc, amorcent une réconciliation en se rencontrant à Davos (Suisse) pour le premier sommet gréco-turc depuis 1978 (27 et 30/1, 2/11).

## FRANCE

4. - Les cérémonies des vœux à l'Élysée sont l'occasion pour M. Chirac comme pour M. Mitterrand de faire l'éloge de la cohabitation (5, 6 et 7).

5. - La Banque de France, en ramenant son taux d'intervention de 7,75 % à 7,50 %, puis à 7,25 % le 25, tente, grâce à la bonne tenue du franc, de favoriser une baisse des taux à long terme, qui restent anormalement élevés autour de 10 %, alors que le rythme de l'inflation est retombé à 2 % (7, 26 et 27).

6. - M. Edouard Balladur, invité de « L'heure de vérité » sur A2, presse M. Chirac de déclarer sa candidature « le plus rapidement possible » et demande à M. Mitterrand de « dire clairement ce qu'il va faire ». Espérant sa volonté d'accélérer la construction de l'Europe monétaire, il propose la création d'une banque centrale européenne qui gèrerait une monnaie commune. Une note sur le renforcement de la coopération monétaire est ensuite remise aux autres membres de la Communauté (6, 8, 9, 12, 15, 22 et 28).

7. - Le Conseil constitutionnel annule l'article 15 de la loi de mutualisation du Crédit agricole, qui assurait aux représentants des organisations agricoles la majorité dans les conseils d'administration des caisses régionales (9 et 10-11).

7. - La commission de la nationalité remet à M. Chirac son rapport, qui propose une réforme du code de la nationalité beaucoup plus libérale que celle prévue par le projet de loi de M. Chalandon.

Les seules réactions hostiles à ce rapport viennent du Front national et de SOS-Racisme (du 8 au 13 et 19).

7. - M. Jacques Valade présente les propositions qu'il retient du rapport de la commission « Demain l'Université », mise en place en juillet 1987. La création par les universités de collèges de premier cycle est préconisée par M. Valade (7, 8, 12 et 19).

11. - Les communes bretonnes sinistrées en mars 1978 par la marée noire causée par le naufrage de l'Amoco-Cadiz estiment très insuffisantes les indemnités accordées par un juge de Chicago. Elles décident de faire appel, tout comme le groupe américain Amoco, reconnu en avril 1984 responsable de la catastrophe (du 12 au 15 et 19).

11. - Le groupe britannique Pearson, qui édite le Financial Times, conclut un accord pour le rachat du groupe Les Echos, qui publie le premier quotidien économique français (13, 14, 15, 17-18 et 20).

11-21. - Dix-neuf membres ou complices d'Action directe comparaissent pour association de malfaiteurs devant le tribunal correctionnel de Paris, qui rendra son jugement le 12 février (du 10 au 23).

13. - Le conseil des ministres approuve les deux projets de loi sur la transparence du patrimoine des hommes politiques, le plafonnement des dépenses électorales et le financement public des partis politiques. Malgré la recherche d'un consensus, des

réserves sont exprimées dans tous les partis (5, 7, 8, 13, 14, 15, 22, 23, 29 et 30).

14. - Sept des quinze Iraniens expulsés le 8 décembre vers le Gabon sont rapatriés en France, les autres étant accueillis par l'Espagne. Ce revirement du gouvernement, décidé, selon M. Chirac, « pour des raisons humanitaires », avait été précédé d'un vaste mouvement de protestation en France et à l'étranger. M. Mitterrand était intervenu à plusieurs reprises en faveur des expulsés, qui faisaient la grève de la faim au Gabon, comme une quarantaine de leurs amis à Paris (du 3 au 16).

15. - M. Chirac, lors d'un conseil de cabinet réuni à Matignon, demande à l'ensemble des membres du gouvernement de défendre le bilan de l'action menée depuis mars 1986 (16 et 17-18).

16. - M. Jacques Chirac, annonçant de l'hôtel Matignon sa candidature à l'élection présidentielle, définit son « ambition » pour la France. Le 24, un congrès extraordinaire du RPR vote, par 99,97 % des mandats, son soutien à M. Chirac, qui se met en « congé de présidence du mouvement » (9, 10-11, du 16 au 22, 26 et 28/1, 2/11).

16-17. - La convention nationale du PS adopte les « propositions des socialistes » pour la présidentielle, sans voter pour éviter de se diviser (6, 8, 12, 13 et du 16 au 21).

17. - M. Valéry Giscard d'Estaing, invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », annonce son refus de « simplifier dans la compétition » présidentielle, puisqu'il n'y a plus de différence idéologique entre le RPR et l'UDF (16, 19 et 29).

18. - L'emprunt 7 % 1973, dit « emprunt Giscard », est remboursé. Les 6,5 milliards de francs d'origine sont devenus 55 milliards en raison de la clause d'indexation sur l'or ; mais, le Trésor ayant pu élargir les remboursements, le solde dû est de 27,9 milliards (6, 10-11, 16, 17-18 et 20).

18-21. - Soixante-quinze Prix Nobel, réunis à Paris à l'invitation de M. François Mitterrand et de M. Elie Wiesch, prix Nobel de la paix 1984, réfléchissent aux « menaces et promesses à l'aube du vingt et unième siècle » (du 17 au 25 et 30).

20. - Mort du baron Philippe de Rothschild, propriétaire du château Mouton-Rothschild, premier cru classé du Médoc, et homme de lettres (22 et 29).

21. - Le déficit du commerce extérieur a été de 900 millions de francs en décembre et de 31,4 milliards en 1987, contre 500 millions en 1986. Pour la première fois, les échanges industriels enregistrent un déficit de 11,5 milliards, contre 31,8 milliards d'excédent en 1986 (23).

22. - M. Raymond Barre déclare sur Europe 1 qu'il n'a pas l'intention de « se livrer à une agitation sous astimul », alors qu'un sondage de la SOPS commandé par le RPR indique pour la première fois qu'il serait devancé par M. Chirac au premier tour (5, 9, 14, 16, 17-18, 23, 27, 28 et 30/1, 2/11).

22. - Trois hommes, dont deux anciens gendarmes, sont inculpés par le juge Bouloque de « tentative d'atteinte à l'intimité de la vie privée » : ils avaient été surpris, le 23 décembre, alors qu'ils tentaient d'installer un dispositif d'écoute sur la ligne téléphonique de M. Yves Loubert, huissier au Conseil supérieur de la magistrature, soupçonné d'avoir détourné des documents confidentiels. L'enquête, confiée à l'Inspection générale de la police nationale, a mis en cause M. Christian Proureau, conseiller technique à l'Élysée, qui avait acheté en 1984 la voiture utilisée par les trois hommes le 23 décembre (du 10 au 14, 17-18, 19, 21 et du 23/1 au 1<sup>er</sup>/11).

24. - M. Michel Rocard, invité du « Grand Jury RTL-Le Monde », affirme que « toutes les hypothèses sont ouvertes » pour la candidature socialiste à la présidentielle. Il indique que M. Mitterrand, qui l'a reçu à l'Élysée le 23, lui « a confirmé son intention très ferme de ne rendre publique sa décision qu'au mois de mars ». Tous les sondages prévoient que M. Mitterrand, dont la cote de popularité est au plus haut, remporterait l'élection (du 5 au 30/1 et 2/11).

25. - Le nombre des chômeurs a augmenté de 0,6 % en décem-

bre : il s'élevait alors à 2 562 500, soit 10,4 % de la population active, en baisse de 0,5 % en un an, surtout grâce aux efforts de traitement social du gouvernement (27).

26. - Le bureau politique de l'UDF exprime son soutien à M. Barre après que ses composantes se furent toutes prononcées en sa faveur : les clubs Perspectives et Réalités le 14, les centristes et le 16, le Parti social-démocrate le 16, le Parti radical le 17, puis le Parti républicain le 23, lors d'une convention nationale réunie au Zénith à Paris (8, 9, du 14 au 19, 23, 26 et 28).

26. - M. Bernard Pons annonce que les élections régionales en Nouvelle-Calédonie auront lieu le 24 avril, jour du premier tour de la présidentielle. Cette décision provoque l'hostilité du PS et les réserves des centristes. Le FLNKS exprime son intention de boycotter ces élections (7, 21 et 28/1, 4/11).

27. - M. Jean-Marie Le Pen, invité de « L'heure de vérité » sur A2, s'attribue le mérite du « calme relatif qui règne en France », affirmant que le Front national, qui a réuni à Nice du 8 au 10 une convention nationale, « représente un espoir pour des millions de gens » (7, 8, 10-11, 12, 24-25, 28 et 29).

27. - La privatisation de Matra, commencée le 20, est un succès, malgré la poursuite de la baisse à la Bourse de Paris (l'indice CAC, qui retrouvait à 2513, le 29, un niveau de la fin 1985, a perdu 10,8 % en quatre semaines) : 285 000 petits porteurs achètent les 3,7 millions d'actions (20 % du capital) mises en vente par l'État au prix de 110 F l'une (10-11, du 17 au 21, 24-25, 29 et 31/1-1<sup>er</sup>/11, 6/11).

28. - M. Mitterrand, en visite dans le Nord-Pas-de-Calais, estime à Lens qu'il « faut bien qu'il y ait quelqu'un qui, pendant que se déroulent les débats normaux en démocratie, garde l'État » (29 et 30).

28. - Les prix ont augmenté de 0,1 % en décembre, ce qui porte la hausse pour 1987 à 3,1 % (15, 16 et 30).

28. - Le Matin de Paris, qui avait cessé de paraître le 8 et déposé son bilan le 18, est mis en liquidation (du 6 au 15, du 20 au 25, 27, 29 et 30).

28. - La COGEMA porte plainte pour escroquerie après avoir annoncé, le 18 décembre, avoir perdu 259 millions de francs dans des opérations sur le marché à terme des instruments financiers (du 30/1 au 3/11).

29. - Le comité confédéral national de la CGT, comme le conseil national de la CFDT, décide de ne soutenir aucun candidat à l'élection présidentielle (28 et 31/1-1<sup>er</sup>/11).

## CULTURE

4. - Mort de Lily Laskine, harpiste (5 et 6).

6. - Mort de Trevor Howard, acteur britannique (9).

7. - Pour inaugurer le Théâtre national de la Colline, à Paris, Jorge Lavelli, son directeur, met en scène le Public, une pièce de Federico Garcia Lorca jamais encore représentée en France (7 et 13).

7. - Mort de Michel Auclair, acteur (8).

9. - Mort de Thierry Maulnier, de l'Académie française (12).

15. - Plus de cent musées participent au premier Salon international des musées et des expositions au Grand Palais (14 et 17-18).

16. - Ouverture de l'exposition Zurbarán au Grand Palais (16).

18. - Mort de Jean Mitry, historien de cinéma (21).

19. - L'acteur Gérard Desarthe, pour sa première mise en scène, monte le Cid, de Corneille, à la Maison de la culture de Bobigny (20 et 24-25).

25. - Un gala au Théâtre des Champs-Élysées inaugure l'« Année de la danse » (28).

28. - Georges Duby, reçu à l'Académie française par Alain Peyrefitte, prononce l'éloge de Marcel Arland (29 et 31/1-1<sup>er</sup>/11).

28. - Le Musée Picasso expose les Demoiselles d'Avignon avec les dessins, esquisses et peintures qui s'y rapportent (30).

Edouard Masurel  
L'année 1987 dans Le Monde  
Préface d'André Fontaine

Un ouvrage de référence avec un index détaillé

256 pages 25 F

كتاب من الأجل



Soutenue par la hausse des investissements et de la consommation

## La croissance française a été de 2,1 % en 1987

Malgré un léger ralentissement en fin d'année, la croissance française a été de 2,1 % en 1987, comme en 1986, de 2,1 % en volume, d'après les comptes nationaux trimestriels de l'INSEE. Dans un communiqué, le ministre de l'Economie souligne que « la croissance a été meilleure que prévue » et supérieure à celle de la RFA (1,7 %) en 1987.

Les comptes nationaux du quatrième trimestre, rendus publics vendredi 12 février par l'INSEE, donnent une première image, encore provisoire, de ce qu'aura été l'activité économique en France en 1987. Le tableau est plutôt rassurant. Il y a cependant quelques ombres.

Tout d'abord, la croissance en volume du produit intérieur brut marchand (évalué au prix de 1980) aura été pour l'ensemble de l'année de 2,1 %, comme en 1986 et plus qu'en 1985 (1,4 %). Si l'ambition fixée par le gouvernement lors de l'élaboration de l'automne 1986 du budget 1987 n'a pas été atteinte (2,8 %), en revanche la performance est meilleure que ne le prévoyait la commission des comptes de la nation en octobre 1987 (1,5 %). Les effets des rigueurs de l'hiver 1985-1986, de la grève des transports ferroviaires de janvier et du krach boursier d'octobre ont donc pu être surmontés.

« Contrairement aux années précédentes, la croissance a été plus forte l'an dernier en France qu'en Allemagne », indique le ministre de l'Economie dans son communiqué. Effectivement, la croissance n'aurait été en 1987 que de 1,7 % outre-Rhin, d'après les dernières estimations publiées.

En 1986, la France avait enregistré une performance un peu moins bonne que l'Allemagne (respectivement +2,1 % et plus 2,5 %). Tout

en se rapprochant de la moyenne de ses partenaires européens membres de l'OCDE qui auraient enregistré l'an dernier une croissance moyenne de 2,25 % (d'après les prévisions de l'OCDE), la France reste cependant encore en retard par rapport à l'ensemble des pays membres de l'OCDE (+2,75 % en 1987).

Les comptes trimestriels de l'INSEE permettent également de faire ressortir une évolution plutôt favorable de la croissance et de ses origines au cours de l'année écoulée. La balance entre les trois sources de l'activité (la consommation, l'investissement et le commerce extérieur) tend à se modifier. Globalement, la consommation des ménages a encore joué l'an dernier un rôle moteur. Soutenue par un recours croissant au crédit, elle a augmenté, en moyenne annuelle de 2,4 % (contre 3,4 % en 1986 et 2,4 % en 1985). Mais son rythme de croissance s'est ralenti en fin d'année. Après une augmentation de 2 % au troisième trimestre, elle n'a progressé que de 0,7 % au quatrième trimestre, grâce en particulier aux achats importants d'automobiles.

### Accélération de l'investissement

L'investissement total, peu dynamique en début d'année, accuse en revanche une accélération au second semestre. Pour 1987, il a crû, en moyenne annuelle, de 2,9 % (contre 3,3 % en 1986 et 1,1 % en 1985). L'investissement des entreprises a été soutenu (+4,1 % après 4,3 % en 1986). Le ministre de l'Economie souligne, dans son communiqué, que « en un an, du quatrième trimestre 1986 au quatrième trimestre 1987, il a augmenté de 7 % environ en volume ».

Le commerce extérieur a en revanche pesé négativement sur la croissance. Mais, là aussi, des tendances favorables sont à relever.

Certes, globalement, la progression des exportations en volume (plus 1,2 % en 1987, après une baisse de 0,7 % en 1986) est bien inférieure aux prévisions initiales du gouvernement (+4,8 %). Mais, au cours du second semestre, la France enregistre une belle accélération des ventes à l'étranger (+3,9 %) au troisième trimestre et à nouveau +3 % au quatrième. La performance des trois derniers mois de l'année s'explique par « la reprise des ventes agricoles et la bonne tenue des exportations de produits manufacturés ».

Cette reprise des exportations en fin d'année s'accompagne d'une légère décelération des importations. Pour l'ensemble de l'année, ces dernières ont cependant fortement augmenté (+6,4 % après +4,9 %). Le gouvernement ne devrait pas manquer de relever qu'au quatrième trimestre la hausse des achats à l'étranger (+2,1 %) résulte d'une « accélération des importations de biens d'équipement professionnel et des matériaux de transport et d'une réduction de celles de biens de consommation ».

Décelération de la consommation des ménages, investissements soutenus des entreprises et forte progression des achats à l'étranger liés à cet effort d'investissement : l'évolution de l'activité économique au quatrième trimestre a donc été plutôt favorable.

Il reste un gros point noir : les échanges de produits manufacturés. Dans ce domaine, les performances restent décevantes. Les exportations n'ont augmenté que de 2,1 % (après une baisse de 0,9 % en 1986), alors que les importations ont crû de 9,7 % (après une augmentation de 8,4 % en 1986). Au quatrième trimestre, les achats ont à nouveau crû plus vite que les ventes. En définitive, la production industrielle a plafonné au niveau, certes élevé, du troisième trimestre.

E. L.

Contraction du déficit commercial mais gonflement des stocks

## Chaud et froid sur l'économie américaine

Le déficit commercial américain, qui avait été de 13,2 milliards de dollars en novembre, a de nouveau diminué en décembre 1987, revenant 12,2 milliards, d'après les statistiques publiées vendredi 12 février par le département du commerce à Washington. Pour l'ensemble de l'année 1987, le déficit a été un niveau record avec 171,2 milliards (contre 156,2 milliards en 1986).

Les marchés des changes et les principales places boursières de la planète ont accueilli avec enthousiasme l'annonce de la « bonne nouvelle », selon les termes de M. Clayton Yentzer, le conseiller spécial du président Reagan pour les affaires commerciales, la réduction pour le second mois consécutif du déficit commercial américain. Après son record d'octobre (17,6 milliards de dollars) il est passé de 13,2 milliards en novembre à 12,2 milliards en décembre.

« Il s'agit d'un signal qui annonce des jours encore meilleurs », a commenté M. Yentzer. Considérant le résultat sur l'ensemble de l'année, un déficit record de 171,2 milliards de dollars (contre 156,2 milliards en 1986), M. William Verity, le secrétaire américain au commerce, a cependant ajouté qu'il reste « un long chemin à parcourir avant de retrouver une situation confortable ».

En fait, le résultat de décembre, s'il semble confirmer l'amélioration enregistrée en novembre, n'est pas aussi glorieux qu'il y paraît au premier abord. Tel est l'avis de nombreux économistes. Certes, il s'agit du déficit mensuel (non corrigé des variations saisonnières) le plus faible depuis janvier 1987 (11,9 milliards). Sur l'ensemble de l'année, la baisse du dollar aidant, les exportations ont finalement progressé plus vite que les importations (respectivement de 11,5 % et de 10,7 %).

Mais l'amélioration de décembre ne se fonde pas sur des éléments très

favorables. Les exportations globales ont, il est vrai, atteint un niveau mensuel record (24,8 milliards) dans l'histoire des Etats-Unis. Mais la progression, par rapport à novembre, de 4,2 % s'explique pour la moitié environ par des « ventes indéterminées » au Canada et par une hausse des exportations de produits agricoles, pétroliers et d'or non monétaire.

En revanche, les exportations de produits manufacturés, qui avaient été au cours des six derniers mois l'un des facteurs dynamiques, ont légèrement baissé en décembre. En diminuant le prix des produits américains à l'étranger, la baisse du dollar aurait pourtant dû se traduire par un boom des exportations. En décembre, les ventes à l'étranger d'automobiles et de matériels électriques *made in USA* ont diminué.

Du côté des importations, la situation n'est pas favorable non plus. Leur stabilisation à un niveau élevé (37 milliards de dollars) résulte d'une baisse des achats pétroliers compensée par une hausse des importations de produits manufacturés (de 400 millions de dollars environ). Les consommateurs américains continuent à acheter « étranger ». Les chiffres de décembre ne semblent donc pas indiquer une véritable substitution des exportations à la consommation comme source principale de l'activité des industries américaines.

### Pressions atténuées

La baisse du dollar par rapport au yen et aux monnaies européennes depuis la mi-1985 commence néanmoins à avoir des effets sur les relations commerciales bilatérales des Etats-Unis avec le Japon et l'Europe de l'Ouest. Pour le troisième mois consécutif, le déficit américain à l'égard du Japon s'est à nouveau légèrement contracté en décembre. Il reste cependant encore supérieur en 1987 à celui enregistré en 1986 (respectivement 59,8 milliards de dollars et 58,6 milliards). Avec l'Europe de l'Ouest, le déficit est revenu de 32,7 milliards à 30,2 milliards. En revanche, avec les pays du

tiers-monde, le déficit s'est accru sensiblement. Avec les quatre « tigres » asiatiques en particulier (Taïwan, Singapour, Hongkong et la Corée du Sud), il a augmenté de 30,7 milliards à 37,7 milliards. Il est vrai que les monnaies de ces pays ne se sont pratiquement pas révalorisées par rapport au dollar.

La réduction du déficit commercial de décembre devrait atténuer les pressions en faveur de mesures protectionnistes. La crainte d'un fort ralentissement de l'activité écono-

### Le retour des ajustements saisonniers

Le département du commerce a indiqué, le vendredi 12 février, qu'il recommencerait à tenir compte des facteurs saisonniers dans ses chiffres mensuels du commerce extérieur américain, à partir donc des données « corrigées » des variations saisonnières (en CVS). Les premières devraient porter sur les résultats du mois d'avril, normalement attendus pour la mi-juin. L'administration américaine avait abandonné ces ajustements saisonniers en 1986 et 1987 à cause de difficultés de comptabilisation.

que outre-Atlantique pourrait cependant avoir un effet inverse. A ce sujet, deux informations rendues publiques vendredi ont jeté un certain froid, contribuant d'ailleurs à ramener rapidement le calme sur les marchés financiers après l'euphorie du « bon chiffre ». Pour le troisième mois consécutif, les entreprises américaines ont enregistré, en décembre dernier, un gonflement de leurs stocks (de 0,8 %). En janvier, les prix de gros ont augmenté aux Etats-Unis de 0,4 %, en raison surtout d'une hausse des prix des produits alimentaires de 1,7 %. Le premier élément fait craindre une récession, le second une reprise de l'inflation. Les incertitudes restent grandes.

ERIK ISRAELIEWICZ

A l'issue d'un mois de lutte et après l'abandon de M. Leysen

## Quatre scénarios possibles pour l'avenir de la Générale de Belgique

BRUXELLES de notre correspondant

Retour à la case départ et net avantage à M. De Benedetti après l'échec, le vendredi 12 février en fin de matinée, de la tentative de M. André Leysen, le patron du groupe Gevaert, de fédérer les intérêts belges (nos dernières éditions du 13 février). En accord avec le groupe français Suez, il avait tenté de s'assurer de la majorité des actions de la Société générale de Belgique et d'empêcher que celles-ci ne tombent entre les mains de M. De Benedetti.

Les responsables de trois sociétés au moins, COBEPA, IBEL (toutes deux filiales belges de Paribas et actionnaires importants de Gevaert) et Artois n'ont pas voulu, en effet, ratifier le pré-accord intervenu dans la nuit du 10 au 11 février entre M. Leysen, les responsables de Suez et ceux de la Société générale. Ces opposants estimaient notamment que ce pré-accord était trop flou en matière de politique industrielle. Ils pensaient aussi que la future Société générale aurait été ingouvernable si l'on continuait d'ignorer la présence au sein de son conseil d'administration du groupe de M. De Benedetti, qui aurait possédé près de 50 % des actions, donc beaucoup plus que la minorité de blocage.

### La Générale n'est plus belge

L'état des forces - présumées - était donc le suivant samedi dans la matinée. M. De Benedetti posséderait d'ores et déjà 38 % ou même 40 % des actions de la Société générale. L'OPA qu'il a lancée sur les 15 % restants du capital débute lundi. Mais, le marché ayant été apparemment « ratissé » par les uns et les autres, il reste peu d'actions qui pourraient tomber dans l'escarcelle de l'homme d'affaires italien. En tout état de cause, celui-ci reste, et de loin, le principal actionnaire de la « vieille dame » et rappelle qu'il veut bien en partager la propriété avec un groupe belge à condition de conserver la responsabilité de management.

Le groupe Suez, de son côté, possède 20 % des actions et serait prêt à en racheter 5 % à des partenaires belges. Pour le moment, ses responsables ont été très discrets sur leur conception de la stratégie industrielle et financière de la société. Après l'échec de leur alliance avec la direction de la Générale et le groupe de M. André Leysen, ils doivent certainement réfléchir soit sur une nouvelle coalition, soit sur une manière élégante de sortir d'une affaire où ils ont investi beaucoup d'argent.

La CGB (4,5 % des actions), qui a été très discrète depuis le début de l'affaire, a seulement réaffirmé sa méfiance à l'égard des différentes coalitions successives.

L'important est désormais que, quel que soit le profil des futures alliances, la Société générale n'est déjà plus belge puisque les actionnaires étrangers en possèdent 62,5 % du capital.

De plus, les principaux actionnaires belges n'ont pas manifesté pour le moment - c'est le moins que l'on puisse dire - une cohé-

### Le risque de dépeçage

La Générale de banque (dont le principal actionnaire est la Société générale de Belgique) a conclu, le vendredi 12 février, un accord important avec la deuxième banque néerlandaise, l'Amro (Amsterdam Rotterdam bank). Elles vont créer une filiale commune à 50/50 et entrer au capital l'une de l'autre. Ensemble, ces deux banques constitueront le quatrième puissance bancaire européenne pour les dépôts (130 milliards de dollars en 1986).

L'accord signé par la Générale de banque avec l'Amro a certainement comme origine le souci de se préparer pour l'arrivée du grand marché de 1992. M. Eric de Villages a d'ailleurs, patron de cette première banque belge, a indiqué que les négociations étaient engagées depuis un an, bien avant, donc, que ne débute l'offensive de M. Carlo De Benedetti sur la Société générale de Belgique (SGB). Cette alliance débouche sur la première banque à capitaux partagés entre deux pays de la CEE, et est donc très importante en tant que telle.

Mais on ne peut que faire le rapprochement avec l'attaque sur la Générale de Belgique. M. de Villages a, d'ailleurs, admis que les négociations ont été accélérées depuis un mois. Tout d'est passé comme si la Générale de banque, qui est l'une des plus grosses filiales de la SGB, avait voulu prendre ses distances vis-à-vis de la nouvelle direction de la SGB, qui, que ce soit M. De Benedetti ou un autre, prendra les rênes de la maison mère à l'issue de la bataille.

La SGB possède aujourd'hui 13,4 % de la Générale de banque et autant indirectement, par l'intermédiaire d'autres filiales. Or l'accord passé avec Amro est double : création d'une filiale commune à 50/50, mais aussi

augmentation du capital des deux partenaires, en faveur de l'autre, à hauteur de 9,9 % aujourd'hui, avec possibilité de monter à 25 % dans trois ans. A ce terme, la SGB ne détiendrait plus que 10,3 % de la Générale de banque, tandis qu'Amro, avec 25 %, en aurait une minorité de blocage.

Inquiet de cette évolution, M. De Benedetti fait examiner par ses avocats la conformité de l'accord avec les lois sur les OPA, qui, théoriquement, devrait geler tout ce qui peut être interprété comme une « cession » de filiale quand une telle opération est en cours. En même temps, on admet aussi dans son clan que l'accord bancaire apparaît intelligent à l'horizon 1992 et qu'il ne faudrait pas le « casser » inutilement.

Toutefois, peu à peu, si la bataille s'enlise, le risque existe de voir ainsi les « barons » des filiales de la SGB se protéger et la « vieille dame » perdre ses propriétés les plus belles. Le risque est d'autant plus gros que la SGB ne contrôle ses nombreuses filiales qu'avec, la plupart du temps, des participations très minoritaires. Le vainqueur pourrait ne gagner, in fine, qu'un royaume dépeçé.

E.L.B.

sion suffisante pour s'imposer. Possédant entre 23 et 27 % des actions, une dizaine de groupes parviennent pour le moment à équilibrer entre différents « trophées ». M. Leysen, qui a jeté l'éponge comme porte-parole et fédérateur, laisse entendre qu'il n'en continue pas moins le combat à la tête de son équipe initiale. Celle-ci posséderait 7 % des actions et conserve toujours ses options sur les 10 millions d'actions nouvelles actuellement gérées par trois jugements du tribunal de commerce, mais qui feront l'objet d'un jugement sur le fond à partir du 18 février.

A Bruxelles, toutefois, on estime qu'un nombre important d'actionnaires belges, dont certains seraient contrôlés par Paribas, tentent de négocier avec M. De Benedetti en lui apportant les 10-12 % d'actions qui lui manquent pour atteindre la majorité. Le conditionnel semble, en effet, avoir compris pour lui la nécessité de s'allier, pour des raisons essentiellement politiques et psychologiques, à un groupe belge.

Le nom d'Albert Frère, le patron du groupe Bruxelles Lambert, a été souvent cité, mais il dément le plus formellement du monde, dans une interview donnée à la *Dernière heure*, vouloir jouer un rôle dans cette affaire. Quatre scénarios sont donc maintenant possibles :

- Carlo De Benedetti attend les résultats de l'OPA tout en tentant de débaucher quelques gros actionnaires belges, ce qui le conduirait vers les 50 % ;

- l'homme d'affaires italien, qui a repris la maîtrise des opérations, tente un accord avec les responsables de... Suez, oubliant les innombrables fois de ce que le groupe français a, dans cette affaire, joué du côté des dirigeants actuels de la Générale ;

- un nouveau fédérateur belge remplace M. Leysen et tente de négocier un accord soit avec Suez, soit avec M. De Benedetti ;

- dans un bel écosystème retrouvé, tous les actionnaires s'assoient autour de la table et tentent de trouver un compromis. En attendant une nouvelle guerre ?

JOSÉ-ALAIN FRALON.

## CORRESPONDANCE

### M. François Guillaume et l'aide au tiers-monde

Après la publication dans le Monde, du 25 janvier, d'un article d'Eric Fottorini intitulé « Les illusions de M. François Guillaume », M. Maurice Halff, ancien responsable de l'application du plan Marshall en zone française d'occupation, nous écrit :

Depuis trente années, l'aggravation continue du tiers-monde, vis-à-vis des grandes nations industrielles a conduit la plupart des pays du tiers-monde, à une évolution irréversible qui les condamne à une situation de sous-développement, voire de misère.

Il est vrai qu'au sein des Nations unies, de l'OCDE, de la CEE, et en France, du Conseil économique et social, se sont accumulés études et rapports, réunions commissions et assemblées, pour inciter les grands et riches Etats à consacrer une part décente de leur « production intérieure brute » à l'aide au tiers-monde.

Mais en vain, faute de structures internationales opérationnelles, capables de traduire dans les faits une solidarité qui, jusqu'à présent, ne s'est exprimée qu'en discours, les prix des produits tropicaux ont poursuivi leur dégradation, les dettes leur vertigineuse croissance, la faim et la maladie leur développement.

Et voici que le ministre de l'Agriculture, formé depuis sa jeunesse à la rude réalité paysanne, propose avec l'appui du gouvernement un « plan » dont le pragmatisme contraste avec la rhétorique de la

conscience universelle, qui réclame « qu'on envoie la faim dans le monde ».

Ce plan consiste essentiellement en une réglementation concertée et progressive des grands marchés agricoles en commençant par les céréales. L'aboutissement de ce plan est qu'il trouve en lui-même sa source de financement. Ainsi une entente entre les cinq grandes régions exportatrices (Etats-Unis, Canada, CEE, Australie, Argentine) sur un prix de vente minimum, égal au minimum du coût de revient du pays le plus compétitif, dégagerait quelque 20 milliards de francs par an ; de quoi fournir régulièrement l'aide en produits alimentaires, matériels d'équipement, moyens de formation, susceptibles d'arracher tant de pays à l'orbite du sous-développement.

L'actuelle réalité est bien différente. Doit-on rappeler que le dernier vente de céréales à l'URSS a été conclue à 450 F la tonne, alors que le prix de revient moyen est de l'ordre de 1250 F.

Voulez qui mesure l'économie du gâchis et l'absurdité d'une situation où, face à la famine de millions d'êtres humains, s'amoncelle la masse des excédents céréaliers invendables, à moins d'en casser les prix.

François Guillaume refuse ce dilemme. Pour en sortir, il requiert le retour à la pratique du « juste prix » et l'affectation des sommes supplémentaires ainsi recueillies à la cause du tiers-monde. Encore faut-il que s'affirme la volonté politique des grandes nations exportatrices ou acheteuses, rassemblées pour une action commune dans une discipline acceptée.

C'est ce plan que croit devoir rallier l'auteur de l'article. Il le juge ressortir de « l'illusion » et de « l'idéal naïf ». Préfère-t-il l'immobilisme, et admettre comme une fatalité l'inevitable évolution vers un déséquilibre dramatique de la planète, et que se dressent contre les nantis du Nord, les affamés du Sud ?

An terme de la seconde guerre mondiale, les Américains par le plan Marshall ont sauvé l'Europe ruinée de la déstabilisation. Aujourd'hui, face à la détresse du tiers-monde, le plan Guillaume propose la voie pour la conjurer. C'est celle de l'imaginaire créatrice et de l'effort.

## CULTURE







# Crédits, changes, grands marchés

## BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW YORK

Marché	12 fév.	11 fév.
Dow Jones	2 814,12	2 814,12
S&P 500	2 814,12	2 814,12
Nasdaq	2 814,12	2 814,12

LONDRES

Marché	12 fév.	11 fév.
FTSE 100	2 814,12	2 814,12

FRANCKFURT

Marché	12 fév.	11 fév.
DAX	2 814,12	2 814,12

## L'EUROMARCHÉ

### Une audace d'EDF

Un seul emprunteur, Electricité de France, a eu l'audace, à la fin de la semaine passée, de se soustraire à l'attente des statistiques commerciales américaines qui depuis jeudi matin paralysaient l'activité primaire sur le marché euro-obligataire. Sa transaction a été très bien reçue. EDF s'est assurée de fonds en devises à un taux variable, ce qui est précisément le rêve de tout débiteur de premier plan.

Suivant en cela l'exemple fourni huit jours auparavant par la Caisse nationale des télécommunications, EDF a lancé, jeudi soir, un emprunt de 200 millions de dollars sur dix ans à un prix de 101,625 % pour un coupon de 9 %. Cela correspondait alors à quelque 72 points de base au-dessus des obligations de même durée du Trésor américain. Le swap sous-jacent, à deux échéances, est organisé par Shearson Lehman, le chef de file de l'opération. Il passe par un premier niveau en dollars à taux variable. Le résultat final pour l'emprunteur est évalué à quelque 20 points de base au-dessus du Libor en marks.

La durée de l'emprunt est la plus longue qu'ait connue depuis des mois le marché primaire des euro-obligations libellées en dollars. Dans ce compartiment, seul le royaume de Suède était jusqu'ici, cette année, parvenu à s'assurer d'une échéance aussi éloignée.

## LES DEVISES ET L'OR

### Un dollar bien balancé

Grâce à un déficit commercial américain en nouvelle diminution au mois de décembre 1987, le dollar a terminé la semaine plus haut qu'il ne l'avait commencé, dépassant 1,70 DM, 130 yens et 5,80 F à Paris. Pendant les cinq jours précédant le vendredi 12 février, date fatidique à laquelle devaient être rendus publics les chiffres du commerce extérieur des États-Unis, l'incertitude avait régné, et pesé sur les cours de la devise américaine, retombés à un moment aux environs de 1,65 DM et de 128 yens.

Ce même vendredi 12 février, à 14 h 30 heure européenne, 9 h 30, heure américaine, les fameux chiffres ont été publiés. Les chiffres de décembre ont été très bons, les exportations ont augmenté de 1,65 DM et de 128 yens.

Coïncidant avec la publication de ces chiffres, les marchés financiers ont réagi. Le dollar a gagné, les yens ont baissé, les francs ont baissé.

En Europe, la Banque centrale d'Espagne est intervenue pour empêcher le peseta de monter par rapport à la devise américaine, et pour maintenir la parité actuelle de 1 dollar pour 114 pesetas environ. Elle avait acheté entre 500 millions et un milliard de dollars à cet effet. Il est vrai que les taux d'intérêt très élevés pratiqués en Espagne, à l'initiative d'une banque centrale soucieuse d'éviter les dérapages, rendent les placements en pesetas très attractifs. Mais les mesures prises par l'Institut d'émission espagnol pour ramener la croissance de la masse monétaire à 14 % à 8-11 % ont pour effet précisément de faire monter les

## LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Enfin la baisse à Paris

Longtemps attendue, escomptée, espérée (avec tant de déception), la baisse des taux à long terme s'est véritablement amorcée cette semaine à Paris, sous l'influence du marché de New-York et, aussi, en raison de l'état d'esprit des investisseurs, dont la plupart veulent bien, maintenant, convenir qu'une escalade était et est possible. Sur le MATIF, les cours de l'échéance mars ont continué leur progression, consolidant le palier de 103 et dépassant même, un moment, 104 durant la journée de vendredi, ce qui correspond à un rendement de 9,20 % pour un emprunt d'État à dix ans.

Le vent d'Amérique a, certes, continué de souffler le chaud, avec un emprunt phare du Trésor, le trente ans 2017 se comportant fort bien, son rendement se maintenant aux environs de 8,30 %. A l'effet négatif d'un maintien d'une consommation soutenue en janvier aux États-Unis, s'est opposé l'effet positif d'une nouvelle diminution du déficit commercial américain en décembre (voir ci-dessus).

En outre, l'espoir d'une baisse du taux d'escompte de la Réserve fédérale pour soutenir la croissance reste vivace. « Je salue une diminution », assure un opérateur cette semaine, d'autant que le comité de l'Open Market de la Fed s'est réuni ces jours-ci. Mais cet espoir est tempéré par le fait que le maintien de la consommation évoquée plus haut qui, en théorie, ne justifie pas des mesures de relance telles qu'une baisse des taux d'intérêt. On en est là.

A Paris, le marché est devenu franchement optimiste, quoique avec prudence. Sur le marché primaire, les émissions à taux fixe, naturellement (les rendements diminuent) se placent comme des petits pains. A peine lancée, l'emprunt de la Société générale à treize ans et 9,50 %, dont bien en dessous des 10 % de son emprunt d'un milliard de francs, aussi, en décembre a été placé. Celui du CRPME (1 milliard

## Le nickel rescapé

« Si tu ne crains pas Dieu, crains les métaux », fait dire Gabriel Garcia Marquez au père du héros de *Cent ans de solitude*. En 1986 et 1987, les mineurs californiens ont vécu dans l'inquiétude, tarabotés par la concurrence de l'Indonésie et par la chute du dollar qui a abaissé de moitié la valeur de leur production de nickel.

La société française Le Nickel, qui exploite en Nouvelle-Calédonie les grands gisements de garnierite (1), estime avoir perdu l'an passé près de 300 millions de francs, dont 251 millions de francs pour le seul premier trimestre. Il semble cependant que les jours les plus difficiles soient passés. Endettée à hauteur de 1,3 milliard de francs (autant que son chiffre d'affaires de 1987), l'ancienne propriété des Rothschild recouvre bien-

## LES MATIÈRES PREMIÈRES

### Le nickel rescapé

tôt une indemnité de 102,7 millions de francs en réparation de dommages matériels et des dommages d'exploitation subis entre novembre 1984 et juin 1985, au moment de la paralysie de ses sites miniers par le FNLS.

Mais c'est l'amélioration de la position du nickel sur les marchés internationaux qui donne surtout au producteur du « caillou » quelques raisons d'espérer, même s'il reste défavorisé par sa situation de change (2). Si elle n'a pu profiter au mieux de la reprise des cours fin 1987, due à un fort accroissement de la demande pour la fabrication d'acier inox, la SLN paraît cette fois en mesure d'en tirer parti.

Premier - et quasi unique - acheteur du minerai californien, le Japon avait, l'an passé, cédé aux sirènes de l'Indonésie et des Philippines qui vendaient leur marchandise à des tarifs défiant toute concurrence. Selon le correspondant de l'AEP à Nouméa, d'après négociations entre les fournisseurs nippons et les « mineurs » de Nouvelle-Calédonie ont permis à ces derniers d'obtenir une augmentation de 30 % du prix du kilo de Nickel.

Entre janvier 1986 et décembre 1987, les cours mondiaux ont plus que doublé, de 1,6 à 4 dollars la livre. Le 10 février à Londres, la tonne de métal (qui est cotée en dollars depuis le début du mois) a brutalement enclenché de 155 dollars sur le comptant, pour terminer à 340 dollars, soit 3,81 dollars la livre. Ce mouvement confirme une réelle tension sur l'offre de nickel, au moment où la consommation continue de montrer des signes de réveil.

Depuis décembre, les professionnels s'inquiètent de la tournure que prend le conflit entre la Jamaïque et le producteur canadien Falconbridge. Ce dernier s'est vu imposer une augmentation de 25 % de ses droits d'exportation sur le ferrominéral qu'il produit en Jamaïque. L'inquiétude qui en résulte pour la bonne fin des livraisons de Falconbridge place le marché en ébullition. D'autant qu'une des mines de l'autre grand producteur canadien, Inco, connaît actuellement une baisse sensible d'activité.

Pour l'année en cours, le courtier britannique Shearson Lehman Brothers estime que la consommation occidentale de nickel sera voisine de 600 000 tonnes, pour une production (hors pays de l'Est) de 550 000 tonnes.

« Aucun des grands du nickel n'est en mesure d'accroître sa production de 10 000 tonnes. Inco, la SLN et Tokyo Nickel peinent au mieux l'amélioration de 5 000 à 7 000 tonnes », écrit Shearson Lehman dans son bulletin du 19 janvier 1988. Compte tenu de la quasi-absence des Soviétiques sur le marché depuis plusieurs mois, la tendance très ferme des cours devrait se confirmer tout au long du premier semestre.

Autre élément haussier : les stocks de nickel entreposés dans les magasins du London Metal Exchange fondent comme neige au soleil : de 7 392 tonnes fin 1986, ils sont de 4 584 tonnes fin 1987, pour ne plus représenter actuellement que 2 900 tonnes environ. Mais gare à l'enthousiasme prématuré. « Quand on a connu le naufrage, la mer profonde et bleue paraît moins attrayante », dit encore Shearson Lehman.

## Confusion des genres

de 10 % sur le marché national allemand qu'un emprunteur étranger de toute première qualité peut se permettre d'offrir un rendement inférieur à la République fédérale elle-même dans sa propre monnaie.

Les projets financiers allemands continuent d'influencer vivement le marché international des capitaux dans son ensemble. Le formalisme germanique aidant, cela peut conduire à une distorsion de la notion même d'euro-obligation. Les euro-emprunts en marks devraient demeurer à l'abri de tout nouvel impôt. Pour un débiteur allemand soucieux de lever des fonds sur les marchés, il suffit de faire enregistrer sa proposition auprès de la Bundesbank sous le nom d'un véhicule financier étranger de son groupe pour lui conférer une euro-apparence. C'est ce qu'on fait, ces derniers jours, cinq banques allemandes en laissant leurs filiales luxembourgeoises solliciter le marché. En fait, ces opérations non syndiquées ont un caractère purement interne à l'Allemagne.

Inversement, on assiste présentement dans plusieurs marchés nationaux à une éclosion de transactions pour le compte d'institutions supranationales de tout premier plan. En

## Cours moyens de clôture du 8 au 12 février

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	B.E.L.	Franc suisse	Franc allemand	D. mark	Franc belge	Franc suisse	Libra
New-York	1,7098	1,7098	71,1743	56,4112	7,2942	52,6291	0,7795	
Paris	1,7098	1,7098	71,1743	56,4112	7,2942	52,6291	0,7795	
Frankfurt	1,7098	1,7098	71,1743	56,4112	7,2942	52,6291	0,7795	
Berlin	1,7098	1,7098	71,1743	56,4112	7,2942	52,6291	0,7795	
Amsterdam	1,7098	1,7098	71,1743	56,4112	7,2942	52,6291	0,7795	
Milan	1,7098	1,7098	71,1743	56,4112	7,2942	52,6291	0,7795	
Tokyo	1,7098	1,7098	71,1743	56,4112	7,2942	52,6291	0,7795	

## Le dollar bien balancé

Grâce à un déficit commercial américain en nouvelle diminution au mois de décembre 1987, le dollar a terminé la semaine plus haut qu'il ne l'avait commencé, dépassant 1,70 DM, 130 yens et 5,80 F à Paris. Pendant les cinq jours précédant le vendredi 12 février, date fatidique à laquelle devaient être rendus publics les chiffres du commerce extérieur des États-Unis, l'incertitude avait régné, et pesé sur les cours de la devise américaine, retombés à un moment aux environs de 1,65 DM et de 128 yens.

Ce même vendredi 12 février, à 14 h 30 heure européenne, 9 h 30, heure américaine, les fameux chiffres ont été publiés. Les chiffres de décembre ont été très bons, les exportations ont augmenté de 1,65 DM et de 128 yens.

Coïncidant avec la publication de ces chiffres, les marchés financiers ont réagi. Le dollar a gagné, les yens ont baissé, les francs ont baissé.

En Europe, la Banque centrale d'Espagne est intervenue pour empêcher le peseta de monter par rapport à la devise américaine, et pour maintenir la parité actuelle de 1 dollar pour 114 pesetas environ. Elle avait acheté entre 500 millions et un milliard de dollars à cet effet. Il est vrai que les taux d'intérêt très élevés pratiqués en Espagne, à l'initiative d'une banque centrale soucieuse d'éviter les dérapages, rendent les placements en pesetas très attractifs. Mais les mesures prises par l'Institut d'émission espagnol pour ramener la croissance de la masse monétaire à 14 % à 8-11 % ont pour effet précisément de faire monter les

## Enfin la baisse à Paris

Longtemps attendue, escomptée, espérée (avec tant de déception), la baisse des taux à long terme s'est véritablement amorcée cette semaine à Paris, sous l'influence du marché de New-York et, aussi, en raison de l'état d'esprit des investisseurs, dont la plupart veulent bien, maintenant, convenir qu'une escalade était et est possible. Sur le MATIF, les cours de l'échéance mars ont continué leur progression, consolidant le palier de 103 et dépassant même, un moment, 104 durant la journée de vendredi, ce qui correspond à un rendement de 9,20 % pour un emprunt d'État à dix ans.

Le vent d'Amérique a, certes, continué de souffler le chaud, avec un emprunt phare du Trésor, le trente ans 2017 se comportant fort bien, son rendement se maintenant aux environs de 8,30 %. A l'effet négatif d'un maintien d'une consommation soutenue en janvier aux États-Unis, s'est opposé l'effet positif d'une nouvelle diminution du déficit commercial américain en décembre (voir ci-dessus).

En outre, l'espoir d'une baisse du taux d'escompte de la Réserve fédérale pour soutenir la croissance reste vivace. « Je salue une diminution », assure un opérateur cette semaine, d'autant que le comité de l'Open Market de la Fed s'est réuni ces jours-ci. Mais cet espoir est tempéré par le fait que le maintien de la consommation évoquée plus haut qui, en théorie, ne justifie pas des mesures de relance telles qu'une baisse des taux d'intérêt. On en est là.

A Paris, le marché est devenu franchement optimiste, quoique avec prudence. Sur le marché primaire, les émissions à taux fixe, naturellement (les rendements diminuent) se placent comme des petits pains. A peine lancée, l'emprunt de la Société générale à treize ans et 9,50 %, dont bien en dessous des 10 % de son emprunt d'un milliard de francs, aussi, en décembre a été placé. Celui du CRPME (1 milliard

## Le nickel rescapé

« Si tu ne crains pas Dieu, crains les métaux », fait dire Gabriel Garcia Marquez au père du héros de *Cent ans de solitude*. En 1986 et 1987, les mineurs californiens ont vécu dans l'inquiétude, tarabotés par la concurrence de l'Indonésie et par la chute du dollar qui a abaissé de moitié la valeur de leur production de nickel.

La société française Le Nickel, qui exploite en Nouvelle-Calédonie les grands gisements de garnierite (1), estime avoir perdu l'an passé près de 300 millions de francs, dont 251 millions de francs pour le seul premier trimestre. Il semble cependant que les jours les plus difficiles soient passés. Endettée à hauteur de 1,3 milliard de francs (autant que son chiffre d'affaires de 1987), l'ancienne propriété des Rothschild recouvre bien-

## Confusion des genres

de 10 % sur le marché national allemand qu'un emprunteur étranger de toute première qualité peut se permettre d'offrir un rendement inférieur à la République fédérale elle-même dans sa propre monnaie.

Les projets financiers allemands continuent d'influencer vivement le marché international des capitaux dans son ensemble. Le formalisme germanique aidant, cela peut conduire à une distorsion de la notion même d'euro-obligation. Les euro-emprunts en marks devraient demeurer à l'abri de tout nouvel impôt. Pour un débiteur allemand soucieux de lever des fonds sur les marchés, il suffit de faire enregistrer sa proposition auprès de la Bundesbank sous le nom d'un véhicule financier étranger de son groupe pour lui conférer une euro-apparence. C'est ce qu'on fait, ces derniers jours, cinq banques allemandes en laissant leurs filiales luxembourgeoises solliciter le marché. En fait, ces opérations non syndiquées ont un caractère purement interne à l'Allemagne.

Inversement, on assiste présentement dans plusieurs marchés nationaux à une éclosion de transactions pour le compte d'institutions supranationales de tout premier plan. En

## Cours moyens de clôture du 8 au 12 février

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	B.E.L.	Franc suisse	Franc allemand	D. mark	Franc belge	Franc suisse	Libra
New-York	1,7098	1,7098	71,1743	56,4112	7,2942	52,6291	0,7795	
Paris	1,7098	1,7098	71,1743	56,4112	7,2942	52,6291	0,7795	
Frankfurt	1,7098	1,7098	71,1743	56,4112	7,2942	52,6291	0,7795	
Berlin	1,7098	1,7098	71,1743	56,4112	7,2942	52,6291	0,7795	
Amsterdam	1,7098	1,7098	71,1743	56,4112	7,2942	52,6291	0,7795	
Milan	1,7098	1,7098	71,1743	56,4112	7,2942	52,6291	0,7795	
Tokyo	1,7098	1,7098	71,1743	56,4112	7,2942	52,6291	0,7795	

## Le dollar bien balancé

Grâce à un déficit commercial américain en nouvelle diminution au mois de décembre 1987, le dollar a terminé la semaine plus haut qu'il ne l'avait commencé, dépassant 1,70 DM, 130 yens et 5,80 F à Paris. Pendant les cinq jours précédant le vendredi 12 février, date fatidique à laquelle devaient être rendus publics les chiffres du commerce extérieur des États-Unis, l'incertitude avait régné, et pesé sur les cours de la devise américaine, retombés à un moment aux environs de 1,65 DM et de 128 yens.

Ce même vendredi 12 février, à 14 h 30 heure européenne, 9 h 30, heure américaine, les fameux chiffres ont été publiés. Les chiffres de décembre ont été très bons, les exportations ont augmenté de 1,65 DM et de 128 yens.

Coïncidant avec la publication de ces chiffres, les marchés financiers ont réagi. Le dollar a gagné, les yens ont baissé, les francs ont baissé.

En Europe, la Banque centrale d'Espagne est intervenue pour empêcher le peseta de monter par rapport à la devise américaine, et pour maintenir la parité actuelle de 1 dollar pour 114 pesetas environ. Elle avait acheté entre 500 millions et un milliard de dollars à cet effet. Il est vrai que les taux d'intérêt très élevés pratiqués en Espagne, à l'initiative d'une banque centrale soucieuse d'éviter les dérapages, rendent les placements en pesetas très attractifs. Mais les mesures prises par l'Institut d'émission espagnol pour ramener la croissance de la masse monétaire à 14 % à 8-11 % ont pour effet précisément de faire monter les

## Enfin la baisse à Paris

Longtemps attendue, escomptée, espérée (avec tant de déception), la baisse des taux à long terme s'est véritablement amorcée cette semaine à Paris, sous l'influence du marché de New-York et, aussi, en raison de l'état d'esprit des investisseurs, dont la plupart veulent bien, maintenant, convenir qu'une escalade était et est possible. Sur le MATIF, les cours de l'échéance mars ont continué leur progression, consolidant le palier de 103 et dépassant même, un moment, 104 durant la journée de vendredi, ce qui correspond à un rendement de 9,20 % pour un emprunt d'État à dix ans.

Le vent d'Amérique a, certes, continué de souffler le chaud, avec un emprunt phare du Trésor, le trente ans 2017 se comportant fort bien, son rendement se maintenant aux environs de 8,30 %. A l'effet négatif d'un maintien d'une consommation soutenue en janvier aux États-Unis, s'est opposé l'effet positif d'une nouvelle diminution du déficit commercial américain en décembre (voir ci-dessus).

En outre, l'espoir d'une baisse du taux d'escompte de la Réserve fédérale pour soutenir la croissance reste vivace. « Je salue une diminution », assure un opérateur cette semaine, d'autant que le comité de l'Open Market de la Fed s'est réuni ces jours-ci. Mais cet espoir est tempéré par le fait que le maintien de la consommation évoquée plus haut qui, en théorie, ne justifie pas des mesures de relance telles qu'une baisse des taux d'intérêt. On en est là.

A Paris, le marché est devenu franchement optimiste, quoique avec prudence. Sur le marché primaire, les émissions à taux fixe, naturellement (les rendements diminuent) se placent comme des petits pains. A peine lancée, l'emprunt de la Société générale à treize ans et 9,50 %, dont bien en dessous des 10 % de son emprunt d'un milliard de francs, aussi, en décembre a été placé. Celui du CRPME (1 milliard

## LES MATIÈRES PREMIÈRES

### Le nickel rescapé

« Si tu ne crains pas Dieu, crains les métaux », fait dire Gabriel Garcia Marquez au père du héros de *Cent ans de solitude*. En 1986 et 1987, les mineurs californiens ont vécu dans l'inquiétude, tarabotés par la concurrence de l'Indonésie et par la chute du dollar qui a abaissé de moitié la valeur de leur production de nickel.

La société française Le Nickel, qui exploite en Nouvelle-Calédonie les grands gisements de garnierite (1), estime avoir perdu l'an passé près de 300 millions de francs, dont 251 millions de francs pour le seul premier trimestre. Il semble cependant que les jours les plus difficiles soient passés. Endettée à hauteur de 1,3 milliard de francs (autant que son chiffre d'affaires de 1987), l'ancienne propriété des Rothschild recouvre bien-

## Confusion des genres

de 10 % sur le marché national allemand qu'un emprunteur étranger de toute première qualité peut se permettre d'offrir un rendement inférieur à la République fédérale elle-même dans sa propre monnaie.

Les projets financiers allemands continuent d'influencer vivement le marché international des capitaux dans son ensemble. Le formalisme germanique aidant, cela peut conduire à une distorsion de la notion même d'euro-obligation. Les euro-emprunts en marks devraient demeurer à l'abri de tout nouvel impôt. Pour un débiteur allemand soucieux de lever des fonds sur les marchés, il suffit de faire enregistrer sa proposition auprès de la Bundesbank sous le nom d'un véhicule financier étranger de son groupe pour lui conférer une euro-apparence. C'est ce qu'on fait, ces derniers jours, cinq banques allemandes en laissant leurs filiales luxembourgeoises solliciter le marché. En fait, ces opérations non syndiquées ont un caractère purement interne à l'Allemagne.

Inversement, on assiste présentement dans plusieurs marchés nationaux à une éclosion de transactions pour le compte d'institutions supranationales de tout premier plan. En

## Cours moyens de clôture du 8 au 12 février

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	B.E.L.	Franc suisse	Franc allemand	D. mark	Franc belge	Franc suisse	Libra
New-York	1,7098	1,7098	71,1743	56,4112	7,2942	52,6291	0,7795	
Paris	1,7098	1,7098	71,1743	56,4112	7,2942	52,6291	0,7795	
Frankfurt	1,7098	1,7098	71,1743	56,4112	7,2942	52,6291	0,7795	
Berlin	1,7098	1,7098	71,1743	56,4112	7,2942	52,6291	0,7795	
Amsterdam	1,7098	1,7098	71,1743	56,4112	7,2942	52,6291	0,7795	
Milan	1,7098	1,7098	71,1743	56,4112	7,2942	52,6291	0,7795	
Tokyo	1,7098	1,7098	71,1743	56,4112	7,2942	52,6291	0,7795	

## Le dollar bien balancé

Grâce à un déficit commercial américain en nouvelle diminution au mois de décembre 1987, le dollar a terminé la semaine plus haut qu'il ne l'avait commencé, dépassant 1,70 DM, 130 yens et 5,80 F à Paris. Pendant les cinq jours précédant le vendredi 12 février, date fatidique à laquelle devaient être rendus publics les chiffres du commerce extérieur des États-Unis, l'incertitude avait régné, et pesé sur les cours de la devise américaine, retombés à un moment aux environs de 1,65 DM et de 128 yens.

Ce même vendredi 12 février, à 14 h 30 heure européenne, 9 h 30, heure américaine, les fameux chiffres ont été publiés. Les chiffres de décembre ont été très bons, les exportations ont augmenté de 1,65 DM et de 128 yens.

Coïncidant avec la publication de ces chiffres, les marchés financiers ont réagi. Le dollar a gagné, les yens ont baissé, les francs ont baissé.

En Europe, la Banque centrale d'Espagne est intervenue pour empêcher le peseta de monter par rapport à la devise américaine, et pour maintenir la parité actuelle de 1 dollar pour 114 pesetas environ. Elle avait acheté entre 500 millions et un milliard de dollars à cet effet. Il est vrai que les taux d'intérêt très élevés pratiqués en Espagne, à l'initiative d'une banque centrale soucieuse d'éviter les dérapages, rendent les placements en pesetas très attractifs. Mais les mesures prises par l'Institut d'émission espagnol pour ramener la croissance de la masse monétaire à 14 % à 8-11 % ont pour effet précisément de faire monter les

## Enfin la baisse à Paris

Longtemps attendue, escomptée, espérée (avec tant de déception), la baisse des taux à long terme s'est véritablement amorcée cette semaine à Paris, sous l'influence du marché de New-York et, aussi, en raison de l'état d'esprit des investisseurs, dont la plupart veulent bien, maintenant, convenir qu'une escalade était et est possible. Sur le MATIF, les cours de l'échéance mars ont continué leur progression, consolidant le palier de 103 et dépassant même, un moment, 104 durant la journée de vendredi, ce qui correspond à un rendement de 9,20 % pour un emprunt d'État à dix ans.

Le vent d'Amérique a, certes, continué de souffler le chaud, avec un emprunt phare du Trésor, le trente ans 2017 se comportant fort bien, son rendement se maintenant aux environs de 8,30 %. A l'effet négatif d'un maintien d'une consommation soutenue en janvier aux États-Unis, s'est opposé l'effet positif d'une nouvelle diminution du déficit commercial américain en décembre (voir ci-dessus).

En outre, l'espoir d'une baisse du taux d'escompte de la Réserve fédérale pour soutenir la croissance reste vivace. « Je salue une diminution », assure un opérateur cette semaine, d'autant que le comité de l'Open Market de la Fed s'est réuni ces jours-ci. Mais cet espoir est tempéré par le fait que le maintien de la consommation évoquée plus haut qui, en théorie, ne justifie pas des mesures de relance telles qu'une baisse des taux d'intérêt. On en est là.

A Paris, le marché est devenu franchement optimiste, quoique avec prudence. Sur le marché primaire, les émissions à taux fixe, naturellement (les rendements diminuent) se placent comme des petits pains. A peine lancée, l'emprunt de la Société générale à treize ans et 9,50 %, dont bien en dessous des 10 % de son emprunt d'un milliard de francs, aussi, en décembre a été placé. Celui du CRPME (1 milliard

## Le nickel rescapé

« Si tu ne crains pas Dieu, crains les métaux », fait dire Gabriel Garcia Marquez au père du héros de *Cent ans de solitude*. En 1986 et 1987, les mineurs californiens ont vécu dans l'inquiétude, tarabotés par la concurrence de l'Indonésie et par la chute du dollar qui a abaissé de moitié la valeur de leur production de nickel.

La société française Le Nickel, qui exploite en Nouvelle-Calédonie les grands gisements de garnierite (1), estime avoir perdu l'an passé près de 300 millions de francs, dont 251 millions de francs pour le seul premier trimestre. Il semble cependant que les jours les plus difficiles soient passés. Endettée à hauteur de 1,3 milliard de francs (autant que son chiffre d'affaires de 1987), l'ancienne propriété des Rothschild recouvre bien-

## Confusion des genres

de 10 % sur le marché national allemand qu'un emprunteur étranger de toute première qualité peut se permettre d'offrir un rendement inférieur à la République fédérale elle-même dans sa propre monnaie.

Les projets financiers allemands continuent d'influencer vivement le marché international des capitaux dans son ensemble. Le formalisme germanique aidant, cela peut conduire à une distorsion de la notion même d'euro-obligation. Les euro-emprunts en marks devraient demeurer à l'abri de tout nouvel impôt. Pour un débiteur allemand soucieux de lever des fonds sur les marchés, il suffit de faire enregistrer sa proposition auprès de la Bundesbank sous le nom d'un véhicule financier étranger de son groupe pour lui conférer une euro-apparence. C'est ce qu'on fait, ces derniers jours, cinq banques allemandes en laissant leurs filiales luxembourgeoises solliciter le marché. En fait, ces opérations non syndiquées ont un caractère purement interne à l'Allemagne.

Inversement, on assiste présentement dans plusieurs marchés nationaux à une éclosion de transactions pour le compte d'institutions supranationales de tout premier plan. En

## Cours moyens de clôture du 8 au 12 février

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	B.E.L.	Franc suisse	Franc allemand	D. mark	Franc belge	Franc suisse	Libra
New-York	1,7098	1,7098	71,1743	56,4112	7,2942	52,6291	0,7795	
Paris	1,7098	1,7098	71,1743	56,4112	7,2942	52,6291	0,7795	
Frankfurt	1,7098	1,7098	71,1743	56,4112	7,2942	52,6291	0,7795	
Berlin	1,7098	1,7098	71,1743	56,4112	7,2942	52,6291	0,7795	
Amsterdam	1,7098	1,7098	71,1743	56,4112	7,2942	52,6291	0,7795	
Milan	1,7098	1,7098	71,1743	56,4112	7,2942	52,6291	0,7795	
Tokyo	1,7098	1,7098	71,1743	56,4112	7,2942	52,6291	0,7795	

## Le dollar bien balancé

Grâce à un déficit commercial américain en nouvelle diminution au mois de décembre 1987, le dollar a terminé la semaine plus haut qu'il ne l'avait commencé, dépassant 1,70 DM, 130 yens et 5,80 F à Paris. Pendant les cinq jours précédant le vendredi 12 février, date fatidique à laquelle devaient être rendus publics les chiffres du commerce extérieur des États-Unis, l'incertitude avait régné, et pesé sur les cours de la devise américaine, retombés à un moment aux environs de 1,65 DM et de 12



ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Le sommet européen de Bruxelles.	5 M. Raymond Barre et l'élection présidentielle.	8 Un rassemblement de jeunes catholiques à Paris-Bercy.	9 Cinéma : les Saisons du plaisir, de Jean-Pierre Mocky ; la Maison de Jeanne, de Magali Clément ; Baby Boom, de Charles Scler.	13 La contraction du déficit commercial américain.	Abonnements ..... 2	• Dès 15 h 30, toute la cote BOURSE
4 Nouvelle dégradation de la situation dans les territoires occupés.	6 L'intervention de M. Drot dans la campagne électorale embarrassée du CNCL.	— Les besoins de la force aérienne tactique.	— Théâtre : A la septième heure de la lune.	— La croissance française a été de 2,1 % en 1987.	Carnet ..... 11	• OPA, contre-OPA, qu'en pensez-vous ? OPA
— Les perspectives de règlement en Afghanistan.	7 « Livres politiques », par André Laurens.	— SPORTS : les XV Jeux olympiques d'hiver à Calgary.	— Livre : l'Année de la mode.	— Quatre scénarios possibles pour l'avenir de la Générale de Belgique.	Météorologie ..... 11	• Jouez au billard américain. JEUX
	— Communication.			14 Revue des valeurs.	Mots croisés ..... 11	Actualité, International Campus, Sports, Jeux, PHARM.
				15 Crédits, changes, grands marchés.	Spectacles ..... 10	38-16 tapez LEMONDE

## Considérant qu'il s'agit d'un crime

## Le tribunal de Paris se déclare incompétent pour juger un policier qui a tué un jeune Algérien

La 17<sup>e</sup> chambre correctionnelle de Paris, présidée par Mme Marie-Claude Duverrier, a rendu, vendredi 12 février, un jugement par lequel elle se déclare incompétente pour juger un gardien de la paix qui a tué un Algérien de vingt-trois ans en tirant sur une voiture.

Le 6 mai 1984 place de la Porte d'Autueil à Paris, vers minuit, trois policiers viennent d'immobiliser une 504 Peugeot occupée par trois personnes lorsque le conducteur démarre brusquement en marche arrière entraînant un des gardiens de la paix sur plusieurs dizaines de mètres avant de le faire rouler à terre. Ses collègues avaient alors ouvert le feu en direction de la voiture qui, selon leurs déclarations, menaçait de s'écraser dans une nouvelle manœuvre en marche avant. Parmi eux Christian Holz, alors âgé de vingt-neuf ans, n'a tiré qu'une seule fois, tuant le conducteur Zouaoui Benelmabrouk.

La balle ayant traversé la lunette arrière alors que le véhicule s'enfuyait, la légitime défense n'avait pas été admise et le gardien de la paix avait été inculpé « de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner » dans une procédure criminelle. Mais la chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris dans un arrêt rendu le 7 mai 1987 rejetait la thèse soutenue par le parquet, la famille de la victime partie civile et le juge d'instruction considérant que M. Holz « n'a pas volontairement commis des violences ». En conséquence, la cour décidait qu'il s'agissait du délit d'« homicide involontaire » et renvoyait le policier devant la dix-septième chambre correctionnelle.

A l'audience du 8 janvier 1988, le parquet avait adopté le point de vue de la chambre d'accusation, alors que les conseils de la famille Benelmabrouk demandaient au tribunal de se déclarer incompétent puisqu'il s'agissait à leurs yeux d'un crime.

Le jugement leur donne raison en relevant que le policier « a fait usage de son arme volontairement » pour en débarrasser « il ne s'agit pas d'un homicide involontaire [...] ». Celui-ci doit être excusé dès lors qu'il existe un acte volontaire, quel que soit le mobile qui l'ait inspiré et alors même que son auteur n'aurait pas voulu les dommages qui en sont résultés. Aussi les juges soulignent qu'il s'agit du crime « de coups et blessures volontaires ayant entraîné la mort sans intention de la donner » et se déclarent incompétents.

Quatre ans après les faits, la justice n'a pas fini d'interroger, car M. Holz a le faculté de faire appel de ce jugement et la décision finale reviendra sans doute aux magistrats de la Cour de cassation qui devront décider si ce policier sera jugé par un tribunal correctionnel ou par une cour d'assises.

MAURICE PEYROT.

## Trois cents banques créancières du Mexique acceptent le plan Morgan

Le président Ronald Reagan devait rencontrer, le samedi 13 février, à Mexico, le président mexicain Miguel de la Madrid, pour discuter notamment des relations commerciales et financières

## A Paris

## Plusieurs personnalités entendues par la police dans une affaire de trafic de cocaïne

La police vient de démanteler à Paris un important réseau de trafiquants de drogue qui approvisionnait, pour l'essentiel, les milieux du spectacle, de la presse et des intellectuels. Plusieurs personnalités, parmi lesquelles, selon la police, l'écrivain François Sagan, le journaliste Thierry Ardisson et Laura Pissolo, ex-épouse d'un petit-fils du peintre, ont été entendues comme témoins, leurs noms figurant dans les carnets d'adresses des trafiquants. Seules deux personnes, dont les identités n'ont pas été révélées, ont fait l'objet d'un mandat d'amener pour recousse de drogue, les autres n'ayant fait l'objet d'aucune poursuite.

52 kilos de cocaïne ont été saisis et une vingtaine de trafiquants interpellés au terme de l'enquête menée par l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants (OCRIS). Les policiers ont été mis sur la piste du réseau parisien à la suite du démantèlement, en août 1987, d'un groupe de trafiquants opérant à Lyon.

En outre, un trafic franco-canadien d'héroïne organisé par d'anciens membres de la french connection et par un canadien vient d'être mis au jour grâce à la collaboration des polices française et canadienne. Quinze personnes, toutes connues des services de police, ont été interpellées dans la région parisienne, à Marseille et en Corse, sur la Côte d'Azur et en Italie, et cinq d'entre elles ont été inculpées d'infraction à la législation sur les stupéfiants avant d'être écrouées. Les trafiquants projetaient de constituer un trafic entre la France et le Canada et d'installer un laboratoire de transformation de morphine base en Corse.

## RAYONNAGES BIBLIOTHÈQUES A VOS MESURES



PRIX TRÈS COMPÉTITIFS  
25 années d'expérience  
R.M. Leroy, fabricant - 208, av. du Maine  
75014 Paris. Tél. 45-49-57-48

L'enquête sur le passé de M. Waldheim  
Un conseiller du président autrichien reproche aux historiens leur « origine juive »

L'un des plus proches conseillers du président autrichien, M. Karl Gruber, l'un des co-auteurs du Livre blanc publié l'année dernière par la présidence pour révéler les accusations lancées contre M. Kurt Waldheim, n'a pu résister à la tentation de dénoncer la commission d'historiens qui a publié cette semaine son rapport sur le passé du lieutenant Waldheim dans la Wehrmacht, comme un nid de « socialistes » et de « juifs ».

« Les membres de cette commission n'étaient pas ses amis, ils étaient même pratiquement tous ses adversaires. L'Allemand est un socialiste, les autres ne sont, du fait de leurs origines juives, naturellement pas ses amis. Ils sont clairement contre lui », a déclaré M. Gruber dans une interview diffusée vendredi 12 février par la télévision italienne. Agé de soixante-dix-huit ans, figure de la résistance autrichienne au nazisme, ancien ministre des affaires étrangères de 1945 à 1953, M. Gruber est l'ancien mentor de M. Waldheim (qui avait été à l'époque son secrétaire pendant cinq ans). Ses propos ont suscité un tollé.

Le chancelier Franz Vranitzky, qui s'était déclaré consterné lundi dernier par les critiques émises par la commission sur le comportement de M. Waldheim, a adressé aussitôt vendredi un télégramme aux membres de la commission pour « s'excuser, en tant que chancelier fédéral, de cette déclaration ». Les responsables de la communauté juive en ont pris connaissance pour leur part « avec dégoût », estimant qu'elle traduisait « une aversion profonde envers les juifs ». « Cette façon de procéder est visible pour tous, en agitant des idées antisémites, de discréditer dans la population les résultats de l'enquête de la commission et de détourner l'attention de son contenu choquant », ont-ils souligné dans un communiqué.

Les propos de M. Gruber ne sont pas un simple accident. La défense

de M. Waldheim repose depuis le début de l'affaire sur la thèse d'une machination ourdie contre l'Autriche par l'étranger et le Congrès juif mondial. De là à penser qu'il s'agit d'un « complot juif » tout court, il n'y a qu'un pas que beaucoup d'Autrichiens ont vite franchi. L'affaire Waldheim a provoqué dans le pays une montée de l'antisémitisme dénoncée à de nombreuses reprises. Deux proches du président ont déjà dû payer de leurs fonctions des propos en ce sens qui avaient fait scandale. En novembre dernier, le secrétaire général du Parti conservateur, M. Michael Graf, avait démissionné de son poste, après avoir accusé à l'hebdomadaire français l'« Express » qu'il y aurait pas de problème « tant qu'il ne serait pas six juifs de ses propres mains ».

Après la publication du rapport de la commission, dont les conclusions, sévères pour le comportement du président, ont relancé en Autriche le débat sur la nécessité d'une démission de M. Waldheim, les propos de M. Gruber ne peuvent qu'embarrasser un peu plus le Parti conservateur, qui a déjà bien du mal à maintenir son unité sur la question. Ils viennent rappeler fléchissant par une anecdote relatée mardi dernier par la chaîne de télévision ABC. Citant deux collaborateurs du chancelier, la chaîne américaine avait rapporté qu'au cours d'une rencontre, lundi matin, avec M. Mock, chef du Parti conservateur, et M. Vranitzky, M. Waldheim aurait lui-même estimé que la dureté du rapport s'expliquait par la présence de juifs dans la commission. Interrogé à ce propos au cours d'une conférence de presse, M. Vranitzky était resté évasif.

H. de B.

## HAÏTI : le premier ministre a présenté son cabinet

## Une équipe plutôt modérée et « professionnelle »

Le nouveau premier ministre haïtien, M. Martial Celestin, qui fera également office de ministre de la justice, a présenté, le vendredi 12 février, son cabinet devant le Parlement, qui lui a donné son aval. Ce cabinet, qui comprend quatorze ministres et cinq secrétaires d'Etat, est formé dans sa majorité de personnalités plutôt libérales et de solides professionnels, à l'image du premier ministre, qui fut lui-même professeur de droit, diplomate (notamment en poste à Paris) et bachelier de l'ordre des avocats.

Le seul à avoir déjà occupé une fonction ministérielle sous le régime de Jean-Claude Duvalier est le nouveau ministre de l'Éducation, M. Emmanuel Filé-Almé, un éducateur de carrière, ministre quelques mois avant d'être envoyé en novembre 1985. Le parti-fort des affaires étrangères, de la coopération nationale et des cultes est détenu par M. Gérard Latortue, cinquante-trois ans, expert de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) et exilé vingt-trois ans sous le régime des Duvalier.

Le ministre de l'Intérieur, de la police et du service civique est confié à un diplomate de carrière, M. Yves Auguste, qui occupa, depuis la chute de Jean-Claude Duvalier, les fonctions de chef de mission aux Nations unies ; celui de la santé va au directeur de la Croix-Rouge haïtienne, le docteur Adrien Westerland. Enfin, c'est un écrivain et dramaturge, dont les œuvres sont publiées en France chez Gallimard, M. Frank Etienne, qui devient ministre de la culture, tandis que l'industriel Alain Turner, ancien consul à Washington, est désigné aux finances.

## Un homme fort à la défense

Ancien rival malheureux du président Manigat à l'élection présidentielle de janvier dernier, M. Gérard Philippe-Auguste, président du Mouvement d'organisation du pays (MOP), est le seul dirigeant politique important à s'être rallié à la politique de « conciliation nationale » prôné

par M. Manigat. Il occupera les fonctions de ministre de l'Agriculture.

Seule incertitude, mais de taille, dans ce gouvernement, le poste-clé, nouvellement créé, de ministre de la défense nationale, des forces armées et du service militaire, qui sera détenu par le général Williams Regala, mis sur ses gardes par la disponibilité de l'armée. A cinquante ans, M. Regala, officiellement numéro deux de la junte qui a assuré la « transition » après la chute de Jean-Claude Duvalier, mais officiellement connu pour être l'ennemi grisé du régime, se retrouve ainsi à demander la confiance de l'armée. Cinq ministres de l'Intérieur de la junte, il avait dû assumer la responsabilité des troubles sanglants qui avaient accompagné la première tentative d'élection en novembre dernier. Son rôle aujourd'hui, et la façon dont il le conçoit au sein du nouveau cabinet, pourra être un des premiers tests de l'autonomie du gouvernement Manigat face aux militaires.

## En route pour Sanaa

## Le président Gemayel a-t-il échappé à un attentat ?

## LARNACA

## de notre correspondante

« Je n'en suis pas à ma première épreuve, je vis le sort de tous les Libanais qui subissent ce calvaire depuis treize ans. » Le vendredi 12 février, le président Amine Gemayel, qui faisait escale à Larnaca avant de s'envoler, samedi, pour un voyage officiel au Yémen du Nord et au Soudan, ne paraissait pas affecté par la découverte d'une charge explosive dans l'avion qu'il devait emprunter pour ce déplacement. Ce Boeing-707 de la compagnie Middle-East Airlines (MEA) était arrivé de Rome le matin même et s'apprêtait à repartir pour Chypre où il devait attendre le président Gemayel.

C'est au cours de la dernière visite d'inspection que le commandant de bord, un sénégalais, a remarqué quelque chose d'anormal. Selon diverses sources, un bûcher blanc contenant une charge explosive d'environ 500 à 900 grammes était placé sous le cockpit de l'appareil, dans un endroit difficilement accessible, mais vital pour la bonne marche des instruments de bord. L'engin était d'un modèle très sophistiqué et était programmé, assurait-on de sources proches de la délégation présidentielle, pour n'exploser qu'à une certaine altitude.

L'engin et son système de mise à feu ont été récupérés par les services de renseignement de l'armée syrienne, qui contrôlent l'aéroport de Beyrouth, alors que le ministre de l'Intérieur libanais, M. Abdallah Racy, a donné l'ordre d'arrêter, pour interrogatoire, tout le personnel qui a eu accès à l'avion depuis son arrivée à Rome.

A Beyrouth, quelques interrogatoires se font jour, cependant, sur la réalité de cette tentative d'attentat.

Le PDG de la MEA, cité par le journal *Al Nahar*, a déclaré que l'appareil concerné n'était qu'un des deux avions préparés pour emmener le président Gemayel. Le journal *Al Safir*, proche des milieux syriens, titrait samedi : « Le président Gemayel a-t-il vraiment échappé à un attentat ? Et si oui, qui a intérêt à cela et qui a intérêt à paralyser l'aéroport de Beyrouth ? »

L'enquête en cours sur cette tentative d'attentat donnera-t-elle plus de résultats que celle sur le meurtre du premier ministre libanais, Rachid Karami, tué le 1<sup>er</sup> juin 1987, par l'explosion d'une bombe placée dans l'hélicoptère de l'armée ? On peut en douter.

F.C.

## Une nouvelle méprise de l'aviation irakienne ?

## Un missile tombe tout près d'un destroyer de l'US Navy

Nicosie (AP). — L'Irak a annoncé le samedi 13 février avoir conduit un raid aérien contre « une très importante cible maritime » au large des côtes irakiennes dans le Golfe. Au même moment, un pool de journalistes à bord d'un destroyer de l'US Navy rapportait qu'un missile irakien venait de tomber tout près du navire américain, près d'une attaque, dans la nuit de vendredi à samedi.

Dans le jargon militaire irakien, « une très importante cible maritime » désigne un super-pétrolier navigant au large des côtes de l'Iran, mais les militaires irakiens ont déjà signé de graves méprises, comme l'attaque de plusieurs bateaux de pêche et surtout celle, le 17 mai dernier, de la frégate américaine *Stark*, qui avait coûté la vie à trente-sept marins américains.

## MADAGASCAR : premier ministre depuis 1977

## Le général Rakotoarijaona démissionne « pour raisons de santé »

Le lieutenant-colonel Victor Ramahatra, qui était ministre des travaux publics, a été nommé, le vendredi 12 février, premier ministre et chargé de former un nouveau gouvernement après la démission du général de gendarmerie Désiré Rakotoarijaona. Le chef du gouvernement a présenté sa démission le même jour « pour raisons de santé » au Conseil suprême de la révolution et au Conseil de gouvernement réunis sous la présidence du chef de l'Etat, M. Didier Ratsiraka, a annoncé la radio nationale, précisant que le gouvernement du général Rakotoarijaona a été dissous. Le général Rakotoarijaona, « se sentant encore fatigué après un traitement médical de deux mois » en France, a été déchargé de ses fonctions de premier ministre et de membre du Conseil suprême de la révolution.

Agé de cinquante-trois ans, il était à la tête du gouvernement depuis

1977. Il vient de regagner Madagascar après son hospitalisation à Paris. Marié et père de cinq enfants, le « PM », comme l'appellent familièrement les Malgaches, a la réputation d'avoir été l'homme des situations délicates et des dossiers épineux qui a permis d'éviter le pire dans de nombreuses circonstances, particulièrement dans les situations agitées que Madagascar a connues ces dix dernières années.

Lors de ses rares interventions publiques, il s'est révélé un redoutable tribun, alliant la fermeté et la clarté du propos à un humour qui ravit toujours son auditoire. La popularité du général, de l'avis de beaucoup, mais il ne s'est jamais départi d'une réserve n'excluant pas l'impressionnisme : il n'hésitait pas à répondre lui-même au téléphone à son ministre, ce qui ne manquait pas de surprendre ses interlocuteurs. — (AFP.)

## AFRIQUE DU SUD

## Pretoria a entrepris la fabrication du chasseur israélien Lavi

L'Afrique du Sud a entrepris la fabrication, avec l'aide de techniciens israéliens, d'un nouvel avion de combat calqué sur le Lavi, appareil dont l'Etat hébreu a décidé d'abandonner la construction, a rapporté le vendredi 12 février, le quotidien *Israeli Herald*.

Citant des informations parues à l'étranger, le journal israélien écrit que la société nationale d'aéronautique israélienne IAI envisage de vendre à Pretoria la technologie nécessaire à la construction du Lavi. Le projet de construction de cet appareil a été abandonné par Israël en août en raison de son coût élevé.

Cédant aux pressions américaines, Israël avait décidé, en mars 1987, de réduire ses échanges militaires avec l'Afrique du Sud et déclaré qu'il ne signerait aucun contrat de cette nature avec le régime de Pretoria. Selon *Haaretz*, des techniciens israéliens mis au chômage par l'abandon du projet Lavi se sont vu offrir des salaires

très intéressants pour venir construire l'avion en Afrique du Sud. Toutefois, en raison des sanctions américaines à son encontre, Pretoria ne pourra acheter le moteur américain dont devait être équipé le Lavi (1).

D'autre part, le directeur de l'entreprise Unity Chartering and Shipping (UCS) de Rotterdam devra répondre, le 22 février, devant le tribunal de cette ville, de son implication dans des transports illégaux d'armes à destination de l'Afrique du Sud, a-t-on appris, vendredi, au tribunal de Rotterdam.

Selon la citation à comparaître, le directeur d'UCS, A. Seltmanrich (trente-neuf ans) est accusé d'avoir donné l'ordre ou dirigé quatre transports d'armes vers l'Afrique du Sud, pour lesquels son entreprise a fonctionné comme agent. Selon une décision néerlandaise sur l'exportation de biens stratégiques, datant de 1963, le commerce d'armes avec

l'Afrique du Sud est interdit. — (Reuters, AFP.)

(1) L'information publiée par *Haaretz* selon laquelle les Sud-Africains achèteraient en France le moteur qui leur fait défaut n'est pas confirmée. Interrogé ce samedi matin 13 février, un porte-parole du ministère français de la défense a déclaré n'être au courant d'aucune éventuelle transaction sur ce sujet entre la France, Israël et la République sud-africaine. Les réacteurs d'avions de combat sont conçus en France par une société nationale : la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA), qui est placée sous le contrôle du ministère de la défense.

Le numéro du « Monde » daté 13 février 1988 a été tiré à 482 365 exemplaires

A B C E F G H

مكتبة العالم